



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 24 AVRIL 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 24TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1—53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1—53

Lettres patentes

"Honey Bee Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1943, constituant en corporation: Edward (Eddie) Schiller, gérant, Beatrice Beladubrofsky Schiller, épouse séparée de biens de Edward (Eddie) Schiller, teneur de livres, et Maisie Holtzman, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en détail d'un magasin de pâtisseries, boulangers, pourvoyeurs et restaurateurs, ainsi que manufacturiers et fournisseurs de friandises, chocolats, bonbons et sucreries de toutes sortes, en gros et en détail;

Importer, exporter, produire, vendre, acheter, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de pâtisseries, gâteaux, tartes, bonbons, chocolats, pain, fruits et légumes en boîtes, en conserves, marinés et séchés, grains, provisions, viandes, poisson, volaille et gibier, et extraits, sirops, confitures, marmalades, essences, sauces, assaisonnements, gelées, cidre et vinaigre de cidre, fruits deshydratés ou évaporés et produits des champs, de la ferme et de la forêt;

Letters Patent

"Honey Bee Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1943, incorporating: Edward (Eddie) Schiller, manager, Beatrice Beladubrofsky Schiller, wife separate as to property of Edward (Eddie) Schiller, bookkeeper, and Maisie Holtzman, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of retail pastry shop, bakers, caterers and restaurateurs, as well as manufacturers and suppliers of candies, chocolates, bonbons and sweetmeats of all kinds, both wholesale and retail;

To import, export, produce, sell, buy, manufacture and deal in all kinds of pastries, cakes, pies, candies, chocolates, breads, canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits and products of the field, farm and forest;

Prendre comme une firme en exploitation toutes les affaires, l'actif, le nom de commerce, l'achalandage de la compagnie Honey Bee Limited, et les payer en actions ou autrement, sous le nom de "Honey Bee Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3549 P. FRENETTE.

"Jean Joseph Riverin Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mars 1943, constituant en corporation: Jean-Joseph Riverin, contracteur, Georges-Henri Riverin, surintendant, et Henri Riverin, contremaître, tous trois de Chicoutimi, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement les fonctions, le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et de constructeurs et faire affaires comme tels à l'occasion de travaux tant publics que privés;

Exercer d'une manière générale le commerce d'achat, de vente, de transport, de la pierre de toutes espèces, du sable, du gravier, de l'argile, de l'asphalte, de l'amiante, de la brique et autres produits de même nature, dans toutes leurs spécialités et tous autres commerces s'y rattachant;

Acheter, louer, prendre et donner à bail, vendre, posséder, recevoir, détenir, échanger, des carrières de pierre de toutes espèces, de sable, de gravier, d'argile, les exploiter et faire exploiter;

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de l'extraction et de la taille de la pierre de toutes espèces, et de l'extraction du sable, du gravier, de l'argile, sans aucune restriction;

Faire les affaires de camionneur, charretier et tout ce qui concerne le charroiyage de marchandises ou matériaux, et de personnes sur les lieux des travaux, sous le nom de "Jean Joseph Riverin Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Arvida, dans le district de Chicoutimi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3550-o P. FRENETTE.

"La Belle Aluminium Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour d'avril 1943, constituant en corporation: Roland La Belle, mouleur, Paul Girard, comptable, et Lucien Grothé, avocat, tous trois de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fondre, mouler, couler, tourner, fabriquer ou autrement travailler, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre ou louer des ustensiles ou articles de cuisine, de ménage ou de coutellerie; des jouets, des bibelots; des meubles meublants,

To take over as a going concern all the business, assets, trade name, good will of the Honey Bee Limited, and to pay for same in shares of stock or otherwise, under the name of "Honey Bee Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3549-o Acting Deputy Attorney General.

"Jean Joseph Riverin Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1943, incorporating: Jean Joseph Riverin, contractor, Georges Henri Riverin, superintendent, and Henri Riverin, foreman, all three of Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general the functions, business and industry of contractors and builders and to engage as such in public and private works;

To carry on in a general manner the business of buying, selling and transporting stone of all kinds, sand, gravel, clay, asphalt, asbestos, brick and other products of a like nature, in all their branches and all other businesses connected therewith;

To purchase, lease, take and give on lease, sell, own, receive, hold, exchange stone quarries of all kinds, sand, gravel and clay pits, to operate or have the same operated;

To carry on in all its branches the business of extracting and cutting stone of all kinds, and the extracting of sand, gravel or clay, without any restriction;

To carry on business as truckmen, carters and everything connected with the carting of merchandise or materials, and persons on the premises of the works, under the name of "Jean Joseph Riverin Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Arvida, in the district of Chicoutimi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3550 Acting Deputy Attorney General.

"La Belle Aluminium Inc."

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1943, incorporating: Roland La Belle, moulder, Paul Girard, accountant, and Lucien Grothé, advocate, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, mould, pour, turn, manufacture or otherwise work, assemble, buy or otherwise acquire, sell or lease kitchen utensils, household articles or cutlery; toys, knickknacks; furniture, ornaments; tools, instruments or machines

des articles d'ornementation; des outils, instruments ou machines quelconques, en tout ou en partie; qu'ils soient en aluminium, en fer, en cuivre, en bronze ou en d'autres métaux, en tout ou en partie; et les installer ou les réparer, sous le nom de "La Belle Aluminium Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3551-o P. FRENETTE.

whatsoever, in whole or in part; whether of aluminum, iron, copper, bronze or of other metal, in whole or in part; and to install or repair them, under the name of "La Belle Aluminium Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Le Moulin de St-Germain, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de mars 1943, constituant en corporation: Albany Joubert, commis, Elphège Janelle, cultivateur, et Dr René Millet, médecin, tous trois domiciliés à St-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder et exploiter, au point de vue du commerce, un moulin pour moudre le grain;

Acquérir, posséder et exploiter, au point de vue du commerce, une installation pour carder la laine;

Faire le commerce des grains, de la laine et de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Le Moulin de St-Germain, Limitée", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3552-o P. FRENETTE.

"Le Moulin de St-Germain, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1943, incorporating: Albany Joubert, clerk, Elphège Janelle, farmer, and Dr. René Millet, physician, all three domiciled at St-Germain-de-Grantham, District of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own and operate a grist mill for commercial purposes;

To acquire, own and operate an establishment for carding wool, for commercial purposes;

To deal in grain, wool and the products and by-products thereof, under the name of "Le Moulin de St-Germain, Limitée", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.) divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Saint-Germain-de-Grantham, County of Drummond, District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Premier Athletic Club Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1943, constituant en corporation: Kenneth W. Hogle, gérant, Andrew Hempseed, agent de manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, Aquila Larocque, industriel, de la ville de Hampstead, et Sydney Critchley, de Chambly Basin, instituteur, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Favoriser, organiser et diriger un club social, athlétique et sanitaire pour le développement physique et la récréation de ses membres.

Acquérir, acheter et obtenir à titre d'exploitation, et exercer les affaires d'un club athlétique et sanitaire, jusqu'ici conduit par Robert E. Bernier, autrefois de la cité de Montréal, et maintenant Lieutenant dans les troupes de Sa Majesté, stationnées à Kemptville, dans la province d'Ontario, Puissance du Canada, sous les nom et raison sociale de "Conditioning Club", sous le nom de "Premier Athletic Club Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

"Premier Athletic Club Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1943, incorporating: Kenneth W. Hogle, manager, Andrew Hempseed, manufacturer's agent, both of the City of Montreal, Aquila Larocque, industrialist, of the Town of Hampstead, and Sydney Critchley, of Chambly Basin, teacher, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize and manage a social, athletic and health club for the bodily development and recreation of its members.

To acquire, purchase and take over, as a going concern, and carry on the business of an athletic and health conditioning club, heretofore carried on by Robert E. Bernier, formerly of the City of Montreal, and now a Lieutenant in His Majesty's forces, stationed at Kemptville, in the Province of Ontario, Dominion of Canada, under the name, firm and style of "Conditioning Club", under the name of "Premier Athletic Club Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Ledit club n'a pas le droit d'obtenir ou de détenir le permis pour la distribution de boissons, ordinairement accordé par la Commission des liqueurs de Québec.

Lesdits pouvoirs du club ne doivent pas être interprétés comme permettant le jeu, les jeux, jeux de hasard ou jeux mixtes de hasard et d'habilété, au club ou sur les lieux du club.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3553 P. FRENETTE.

"Reliance Machine & Welding Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1943, constituant en corporation: Joseph Lionel Perrier, soudeur, Hector Pearson, soudeur, et Frank Gower, mécanicien, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, construire, réparer, acheter, vendre, louer, prendre à bail, échanger, négocier et faire le commerce de toutes sortes d'outils, machines, machines-outils, instruments, ferronnerie, locomotives, moteurs, wagons de chemin de fer et accessoires, automobiles, moteurs, appareils électriques, compresseurs, machinerie et outils pour miner et pomper, grues, pelles, tracteurs, dragues, bouilloires, et généralement des outils de toutes sortes et descriptions, et machinerie de toutes sortes et descriptions, et articles de toutes sortes et descriptions composés ou manufacturés en tout ou en partie de fer, d'acier ou de métal ou de bois;

Administrer, gérer et exploiter des fonderies, ateliers de soudage, ateliers de construction de machines, manufactures et établissements pour la construction de moteurs, charpentes métalliques et ponts et la réparation des navires, et tous autres établissements ou édifices nécessaires ou convenables à aucune des affaires de la compagnie et exercer les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Reliance Machine & Welding Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3554 P. FRENETTE.

"The Electric & Gaz Welding Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mars 1943, constituant en corporation: Alphonse Brunelle, cultivateur, de Chambly, comté de Chambly, Emile Brault, marchand, Mademoiselle Colombe Richard, fille majeure usant de ses droits, et Gérard Brunelle, gérant, ces trois derniers de la cité de Montréal, et tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

The present Club is not empowered to obtain or hold any license for dispensing beverages, usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The present powers of the Club must not be interpreted as permitting gambling, games, games of chance or games of chance and skill mixed, in upon or about the Club premises.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3553-o Acting Deputy Attorney General.

"Reliance Machine & Welding Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1943, incorporating: Joseph Lionel Perrier, welder, Hector Pearson, welder, and Frank Gower, mechanic, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, construct, repair, buy, sell, let, hire, exchange, trade and deal in all kinds of tools, machines, machine tools, implements, hardware, locomotives, engines, railway cars and supplies, automobiles, motors, electrical apparatus, compressors, mining and pumping machinery and tools, cranes, shovels, tractors, dredges, boilers, and generally every kind and description of tools, and every kind and description of machinery, and every kind and description of article composed of or manufactured in whole or in part of iron, steel or metal or of wood;

To conduct, manage, and operate foundries, welding plants, machine shops, factories and establishments for engine, structural metal and bridge making, and ships' repairs, and any other establishments or buildings necessary or convenient to any of the business of the company and to carry on the business of general contractors, under the name of "Reliance Machine & Welding Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3554-o Acting Deputy Attorney General.

"The Electric & Gaz Welding Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1943, incorporating: Alphonse Brunelle, farmer, of Chambly, County of Chambly, Emile Brault, merchant, Miss Colombe Richard, spinster in use of her rights, and Gérard Brunelle, manager, the three latter of the City of Montreal, and all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter, acquérir, disposer, réparer et en général faire affaires comme manufacturier et commerçant d'engins, de bouilloires, de machineries et d'outils de toutes sortes, d'automobiles, d'aéroplanes et de leurs accessoires, de canons, d'obus et de matériel de guerre de toutes sortes;

Faire affaires comme manufacturier, fondateur, machiniste et commerçant de fer, d'acier, de cuivre, de zinc, d'airain, de bois et autres produits naturels;

Faire affaires comme entrepreneur général pour la construction et l'aménagement d'édifices de tous genres et spécialement d'usines et d'établissements industriels, sous le nom de "The Electric & Gaz Welding Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3555-o P. FRENETTE.

To manufacture, purchase, sell, lease, import, export, acquire, dispose of, repair and deal generally as manufacturer of and trader in engines, boilers, machinery and tools of every kind, automobiles, aeroplanes and the accessories thereof, guns, bombs and war material of every kind;

To carry on business as manufacturer, founder, machinist, dealer in iron, steel, copper, zinc, bronze, wood and other natural products;

To carry on business as general contractor for the construction and equipment of buildings of all kinds and especially plants and industrial establishments, under the name of "The Electric & Gaz Welding Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3555 Acting Deputy Attorney General.

"The Huntingdon County Hospital"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Daniel Faubert, agent, N. Folsom Manning, gérant de banque, Churchill MacDonald Moore, comptable, Alexander Fawcett, manufacturier, et James Edward Barrett, secrétaire-trésorier, tous de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, province de Québec, dans les buts suivants:

Ériger et administrer un hôpital général, non-sectaire, où l'on prendra soin des malades et des invalides;

Établir un hôpital général pour le traitement de toutes sortes de maladies et pour opérations chirurgicales, et obtenir les services de chirurgiens, médecins, gardes-malades, et toute aide nécessaire à la conduite d'un hôpital, sous le nom de "The Huntingdon County Hospital".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera en la ville de Huntingdon, comté de Huntingdon, district de Beauharnois.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3556 P. FRENETTE.

"Woslin Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mars 1943, constituant en corporation: William Patrick Creagh, stagiaire, John Lawrence McCrory, secrétaire, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire et s'occuper, par tout moyen ou manière quelconque, des affaires et des activités d'une compagnie de contrôle et de placement, sous le nom de "Woslin Limited", avec un capital

"The Huntingdon County Hospital"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of March, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Daniel Faubert, agent, N. Folsom Manning, bank manager, Churchill MacDonald Moore, accountant, Alexander Fawcett, manufacturer, and James Edward Barrett, secretary-treasurer, all of the Town of Huntingdon, District of Beauharnois, Province of Québec, for the following purposes:

The erection and operation of a non-sectarian general hospital for the care of the sick and the disabled;

To establish a general hospital for all kinds of diseases or surgical operations, and to obtain the services of surgeons, physicians, nurses, and any help necessary to conduct a hospital, under the name of "The Huntingdon County Hospital".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited is fifty thousand dollars (\$50,000.).

The head office of the corporation shall be in the Town of Huntingdon, County of Huntingdon, District of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3556-o Acting Deputy Attorney General.

"Woslin Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirty-first day of March, 1943, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, secretary, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Woslin Limited", with a

total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires de la compagnie pendant le temps d'un tel emploi et ont continué de l'être après la cessation de l'emploi, n'excédera pas vingt;

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la compagnie est prohibé.

La principale place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Westmount, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3557 P. FRENETTE.

total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The chief place of business of the company will be at the City of Westmount, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3557-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Acme Cotton Products Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six mars 1943, à la compagnie "Acme Cotton Products Company", ratifiant son règlement numéro 41, a) subdivisant en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, les 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 qui composent son capital actuel; b) augmentant son capital de \$10,000 à \$99,000, par la création de 24,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune et 650 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges devant être attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3558 P. FRENETTE.

"Apex Equipment Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six avril 1943, a) changeant le nom de la compagnie "The Amos Hardware Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onze juillet 1940, sous le nom de "The Amos Hardware Company Limited", en celui de "Apex Equipment Company Limited"; b) transférant le siège social de la compagnie, d'Amos, comté d'Abitibi, province de Québec, à Malartic, comté d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le six avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3559 P. FRENETTE.

"Dominion Transport Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Supplementary Letters Patent

"Acme Cotton Products Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of March, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Acme Cotton Products Company", ratifying its By-law No. 41, a) subdividing into 10,000 common shares of the par value of \$1.00 each the 100 common shares of the par value of \$100.00 which compose its actual capital; b) increasing its capital from \$10,000.00 to \$99,000.00, by the creation of 24,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each and 650 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3558-o Acting Deputy Attorney General.

"Apex Equipment Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1943, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, a) changing the name of the company "The Amos Hardware Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the eleventh day of July, 1940, under the name of "The Amos Hardware Company Limited", to that of: "Apex Equipment Company Limited"; b) changing the head office of the company from Amos, County of Abitibi, Province of Quebec, to Malartic, in the County of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3559-o Acting Deputy Attorney General.

"Dominion Transport Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary let-

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et un mars 1943, à la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", ratifiant le règlement spécial "E" de la compagnie, réduisant de deux cent quarante-huit mille quatre-vingt-sept dollars et demie (\$248,087.50) à la somme de deux cent vingt-trois mille dollars (\$223,000) le capital payé sur les 16,725 actions présentement émises en remboursant aux actionnaires un montant de vingt-cinq mille quatre-vingt-sept dollars et demie (\$25,087.50), étant au taux d'un dollar et demie (\$1.50) par action.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3560 P. FRENETTE.

"Frontenac Electrics Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deux avril 1943, à la compagnie "Frontenac Electrics Limited", ratifiant le règlement numéro 2, réduisant son capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000) à dix mille dollars (\$10,000), par l'annulation de 89,000 actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Daté du bureau du procureur général, le deux avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3561 P. FRENETTE.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec—District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BOURGET

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-cinq mars 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation municipale de canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil de canton Bourget, le TREIZE MAI 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, cet immeuble ne sera pas mis en vente, si toutes les taxes municipales, sauf la taxe de l'année courante, sont payées avant le moment de la vente.

Joseph-Alphège Gauthier:—a) Le lot 37, rang 2, au cadastre officiel du canton Bourget;

b) Partie du lot 38, rang 2, au cadastre officiel du canton Bourget, tel que clôturé actuellement et borné comme suit: au nord, par le terrain de Henri Gagnon ou représentants; à l'ouest, par le terrain de Joseph Boily ou représentants; au sud, par le chemin public, et à l'est, par un ruisseau.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

ters patent, bearing date the thirty-first day of March, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, to the "Dominion Transport Company, Limited", ratifying Special By-law "E" of the company, reducing from two hundred and forty-eight thousand and eighty-seven and one-half dollars (\$248,087.50) to the sum of two hundred and twenty-three thousand dollars (\$223,000.00) the capital paid on the 16,725 shares now issued, by reimbursing to the shareholders an amount of twenty-five thousand and eighty-seven and one-half dollars (\$25,087.50), being at the rate of one and one-half dollars (\$1.50) per share.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3560-o Acting Deputy Attorney General.

"Frontenac Electrics Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of April, 1943, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Frontenac Electrics Limited", ratifying By-law No. 2, reducing its capital stock from ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) to ten thousand dollars (\$10,000.00), by cancelling 89,000 common shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3561-o Acting Deputy Attorney General.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec—District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP BOURGET

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-fifth of March, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the Township Bourget, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the Council Hall of the Township Bourget, on the THIRTEENTH of MAY, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable shall not be sold, if all the municipal taxes, save taxes for the current year, be paid before the time of the sale.

Joseph Alphège Gauthier:—a) Lot 37, range 2, official cadastre of the township Bourget;

b) Part of lot 38, range 2, of the official cadastre of the township Bourget, as actually fenced in and bounded as follows: On the north, by the land of Henri Gagnon or representatives; on the west, by the land of Joseph Boily or representatives; on the south, by the public road, and on the east by a stream.

The whole, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and all active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à St-Charles ce 30 mars 1943.

Given at St-Charles, this 30th March, 1943.

Le secrétaire-trésorier,
ED. GAUTHIER.

ED. GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec—District de Chicoutimi

Province of Quebec—District of Chicoutimi

PAROISSE DE SAINT-HONORÉ

PARISH OF SAINT-HONORÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du huit avril 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement de taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Honoré, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le soubassement de l'école du village de St-Honoré, le ONZE MAI 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the eighth of April, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for the payment of taxes due to the Municipal Corporation of the Parish of Saint-Honoré, with interest and costs and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the basement of the school of the Village of St-Honoré on the ELEVENTH of MAY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées, sauf celles de 1943, auront été payées avant le moment de la vente.

However there shall be excluded from the sale those immovables whereon all the payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes, save those of 1943, shall have been paid before the time of the sale.

1. Manzard Lapointe:—La moitié nord-ouest du lot 75 et tout le lot 76, rang 7.

1. Manzard Lapointe:—The northwest half of lot 75 and the whole of lot 76, range 7.

2. Ludger Tremblay "Lucon":—La demie nord du lot 71, rang 10.

2. Ludger Tremblay "Lucon":—The north half of lot 71, range 10.

3. Fernand Tremblay:—La demie sud du lot 71, rang 10.

3. Fernand Tremblay:—The south half of lot 71, range 10.

4. Mme Vve Jos. Morissette:—Une terre formée du lot 39, rang 7, et d'une lisière d'un arpent et 3 perches de largeur, sur toute la profondeur du lot 40 du même rang, sauf à distraire un lopin de terre faisant partie du lot 39, mesurant 75 pieds de front sur 192 pieds de profondeur, borné vers l'est par la ligne qui sépare le lot 38 du lot 39; vers le sud, par le chemin public, vers l'ouest et le nord par le résidu dudit lot 39.

4. Mme Widow Jos. Morissette:—A farm, composed of lot 39, range 7, and of a strip of one arpent and 3 perches in width, by the whole depth of lot 40 of said range, save to be deducted a parcel of land forming part of lot 39, measuring 75 feet in front by 192 feet in depth, bounded on the east by the division line separating lot 38 from lot 39; on the south by the public road, on the west and north by the residue of said lot 39.

5. Jos. Bouchard "Amédée":—Le lot 65 du rang 8.

5. Jos. Bouchard "Amédée":—Lot 65 of range 8.

6. Johnny Simard:—Le lot 66 du rang 9.

6. Johnny Simard:—Lot 66 of range 9.

7. Johnny Simard:—Le lot 65 du rang 9.

7. Johnny Simard:—Lot 65 of range 9.

8. Ls.-Joseph Savard:—Les lots 23 et 24 du rang 6.

8. Ls.-Joseph Savard:—Lots 23 and 24 of range 6.

9. Arthur Boies:—Les lots 56 et 57 du rang 7.

9. Arthur Boies:—Lots 56 and 57 of range 7.

Tous les lots ou parties de lots susmentionnés, numéros d'ordre 1 à 9 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Tremblay.

All the above mentioned lots or parts of lots, numerical numbers 1 to 9 inclusively, are known and designated on the official cadastre for the township of Tremblay.

10. J.-Antoine Larouche:—Un emplacement formant partie du lot 1, rang 7, mesurant environ 150 pieds de profondeur sur 50 pieds de largeur, borné comme suit: au nord, par le chemin public; à l'est, par le terrain de Albert Tremblay, partie du même lot numéro 1; au sud, par le résidu dudit lot numéro 1; et à l'ouest par le terrain de Georges Harvey, également partie du même lot numéro 1.

10. J. Antoine Larouche:—An emplacement forming part of lot 1, range 7, measuring about 150 feet in depth by 50 feet in width, bounded as follows: on the north by the public road; on the east by the land of Albert Tremblay, part of said lot number 1; on the south by the residue of said lot number 1; and on the west by the land of Georges Harvey, also part of said lot number 1.

11. J.-Marie Beaumont:—Le lot 11, rang 8.

11. J. Marie Beaumont:—Lot 11, range 8.

12. Israel Côté:—Le lot 9, rang 9.

12. Israel Côté:—Lot 9, range 9.

13. Théodule Verreault:—Le lot 30, rang 7.

13. Théodule Verreault:—Lot 30, range 7.

Tous les lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 10 à 13 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Simard.

All the hereinabove mentioned lots, numerical order 10 to 13, are known and designated on the official cadastre for the township of Simard.

14. La Banque Provinciale du Canada:—Les droits du propriétaire dans les lots 45 et 46, rang 2.

14. La Banque Provinciale du Canada:—The rights of ownership on lots 45 and 46, range 2.

15. Joseph Harvey:—Les droits d'occupation sur le lot 2, rang 1 ouest.

15. Joseph Harvey:—The rights of occupation on lot 2, range 1, west.

16. Frs. Dionne:—Le lot 3, rang 3 est.

16. Frs. Dionne:—Lot 3, range 3 east.

17. Emile Dionne:—Le lot 1 du rang 2 est.

17. Emile Dionne:—Lot 1, range 2 east.

18. Jules-Emile Lapointe:—Le lot 4 du rang 2 ouest.

18. Jules-Emile Lapointe:—Lot 4 of range 2 west.

19. Thommy Lagacé:—La demie est des lots 1 et 2 du rang 3 est, et les droits d'occupation sur la demie nord de ces lots.

19. Thommy Lagacé:—The south half of lots 1 and 2, range 3 east and the occupation rights on the north half of these lots.

20. Uldéric Tremblay:—Le lot 34, rang 1 est.

20. Uldéric Tremblay:—Lot 34, range 1 east.

21. Joseph Tremblay "Ad.":—Le lot 32, rang 1 est.

21. Joseph Tremblay "Ad.":—Lot 32 range 1 east.

22. Ferdinand Larouche:—Le lot 14, rang 3 est.

22. Ferdinand Larouche:—Lot 14, range 3 east.

23. Maurice Ouellet:—Le lot 18, rang 2 est.

23. Maurice Ouellet:—Lot 18, range 2 east.

24. Thomas Laprise:—Le lot 7, rang 4 est.

24. Thomas Laprise:—Lot 7, range 4 east.

25. Paul Savard:—Les droits d'occupation sur le lot 9, rang 4 ouest.

25. Paul Savard:—The rights of occupation on lot 9, range 4 west.

26. Léon Tremblay:—Les lots 3 et 6, rang 4 est.

26. Léon Tremblay:—Lots 3 and 6, range 4 east.

27. Ovila Tremblay:—Le lot 5 du rang 4 est.

27. Ovila Tremblay:—Lot 5, range 4 east.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 14 à 27 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Falardeau.

All the hereinabove mentioned lots or parts of lots, numerical order 14 to 27 inclusively, are known and designated on the official cadastre for the township of Falardeau.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Honoré, ce douze avril 1943.

Le secrétaire-trésorier,
FRANCIS DUFOUR.

3522-16-2-0

Province de Québec—District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DE CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du huit avril 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale de canton Taché (Saint-Nazaire), avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de la municipalité du canton Taché, salle du conseil, à Saint-Nazaire, le DIX-HUIT MAI 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées devenues exigibles avant le 1er janvier 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Jean-Elie Angers:—La demie ouest du lot 25, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,760.
2. Jean-Eudes Angers:—Le lot numéro 28, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,755.
3. Edmond Néron:—Le lot 31, rang 4.
4. Albert Pedneault:—La demie ouest du lot 34 et le lot 35, rang 4.
5. Jean-Joseph Pelletier:—Les lots 36 et 37, rang 4.
6. Dame Vve Edmond Harvey:—Les lots 16 et 17, rang 5.
7. Dame Vve Henri Fortin:—Le lot 20, rang 5.
8. Ferdinand Gauthier:—Le lot 43, rang 5, sauf à distraire certains emplacements appartenant à Charles Lachance, Adélar Brassard, Armand Gagnon, Joseph Bolduc ou leurs représentants.
9. Barnabé Boudreault:—Le lot 28, rang 6.
10. Jean Tremblay:—Le lot 32, rang 6.
11. Dame Vve Wilfrid Côté (Junior):—Le lot E, rang 7.
12. Armand Côté:—Le lot 13, rang 7.
13. Lucien Martel:—Le lot 16, rang 7.
14. Mme Vve Osgard Girard:—Les droits du propriétaire, s'il y en a, sur le lot 22, rang 7.
15. Jos. Nepton:—Le lot 32, rang 7.
16. Cyprien Pilote:—Le lot 36, rang 7.
17. Lévis Pelletier:—Le lot 8, rang 8.
18. Raoul Pedneault:—Le lot 9, rang 8.
19. Raymond Larouche:—Le lot 13, rang 8.
20. Joseph Martel:—Le lot 20, rang 8.
21. Charles-Eugène Pilote:—Le lot 33, rang 8.
22. Johnny Gilbert:—Le lot 45 et les droits qu'il peut avoir sur le lot 44, dans le rang 8.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus forment partie du cadastre officiel du canton Taché. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce douze avril 1943.

Le secrétaire-trésorier,
J. A. TREMBLAY.

3526-16-2-0

All these immovables shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect them.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Honoré, this twelfth of April, 1943.

FRANCIS DUFOUR,
Secretary Treasurer.

3522-16-2

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the eighth of April, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the Township Taché (Saint-Nazaire), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the public hall of the Municipality of the Township Taché, Council Hall, at Saint-Nazaire, on the EIGHTEENTH of MAY, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes falling due before the 1st of January, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

1. Jean Elie Angers:—The west half of lot 25, range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,760.
2. Jean Eudes Angers:—Lot number 28, range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,755.
3. Edmond Néron:—Lot 31, range 4.
4. Albert Pedneault:—The west half of lot 34 and lot 35, range 4.
5. Jean Joseph Pelletier:—Lots 36 and 37, range 4.
6. Dame Wid. Edmond Harvey:—Lots 16 and 17, range 5.
7. Dame Wid. Henri Fortin:—Lot 20, range 5.
8. Ferdinand Gauthier:—Lot 43, range 5, save to be deducted certain emplacements belonging to Charles Lachance, Adélar Brassard, Armand Gagnon, Joseph Bolduc or their representatives.
9. Barnabé Boudreault:—Lot 28, range 6.
10. Jean Tremblay:—Lot 32, range 6.
11. Dame Wid. Wilfrid Côté (Jr.):—Lot E, range 7.
12. Armand Côté:—Lot 13, range 7.
13. Lucien Martel:—Lot 16, range 7.
14. Mme Wid. Osgard Girard:—The rights of ownership, if any, on lot 22, range 7.
15. Jos. Nepton:—Lot 32, range 7.
16. Cyprien Pilote:—Lot 36, range 7.
17. Lévis Pelletier:—Lot 8, range 8.
18. Raoul Pedneault:—Lot 9, range 8.
19. Raymond Larouche:—Lot 13, range 8.
20. Joseph Martel:—Lot 20, range 8.
21. Charles Eugène Pilote:—Lot 33, range 8.
22. Johnny Gilbert:—Lot 45 and the rights which he may have on lot 44, in range 8.

All the lots or parts of lots above mentioned form part of the official cadastre for the township Taché. They shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this twelfth of April, 1943.

J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

3526-16-2

Province de Québec—District du Lac St-Jean Province of Quebec—District of Lake St. John

LA VILLE DE ST-JOSEPH D'ALMA

TOWN OF ST-JOSEPH D'ALMA

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix avril 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation municipale de la ville de St-Joseph d'Alma, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel-deville de St-Joseph d'Alma, le DOUZE MAI 1943, à DEUX heures de l'après-midi.

Toutefois, ces immeubles ne seront pas mis en vente si toutes les taxes municipales, sauf la taxe de l'année 1943, sont payées avant le moment de la vente.

1. Vilmond Girard:—Un emplacement mesurant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, étant la juste demie-ouest du lot 14a-21 du rang 9 borné au nord à la rue Collard, au sud au lot 14a-25; à l'ouest au lot 14a-20 et à l'est à la juste demie-est du lot dont il fait partie.

2. Rémi Larouche:—Le lot numéro 16-75, rang 9. Ces lot et partie de lot sont ainsi connus et désignés au cadastre officiel du canton Signal. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Joseph d'Alma, ce douze avril 1943.

Le secrétaire-trésorier,
J. E. CÔTÉ.

3524-16-2-o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the tenth of April, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the Town of St-Joseph d'Alma, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Room, in the Town Hall of St-Joseph d'Alma, on the TWELFTH of MAY, 1943, at TWO o'clock in the afternoon.

However, the said immovables shall not be sold if all the municipal taxes, save taxes for the year 1943, be paid before the time of the sale.

1. Vilmond Girard:—An emplacement measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, being the exact west half of lot 14a-21 of range 9, bounded on the north by Collard street, on the south by lot 14a-25; on the west by lot 14a-20 and on the east by the exact east half of the lot of which it forms a part.

2. Rémi Larouche:—Lot number 16-75, range 9. The said lot and part of lot are thus known and designated on the official cadastre for the township of Signal. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Joseph d'Alma, this twelfth of April, 1943.

J. E. CÔTÉ,
Secretary-Treasurer.

3524-16-2

Avis est par les présentes donné, que la bâtisse décrite plus bas, sera vendue à l'encan public, à l'hôtel de ville de Métis Beach, P.Q., le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1943, à TROIS heures de l'après-midi. La bâtisse appartenant autrefois à W. E. Astle, est une bâtisse en bois de 24 x 48 pieds, et connue comme la cave aux patates, et située sur la propriété de Canada and Gulf Terminal Railway Company, à Métis Beach, P.Q.

La bâtisse sera vendue pour les taxes municipales et scolaires comprenant les intérêts et frais de vente.

Donné à Métis Beach, P.Q., ce 12ième jour d'avril 1943.

Par ordre du conseil.

Le secrétaire,
R. J. TURRIFF.

3569-17-2-o

Public notice is hereby given that the building herein described will be sold by public Auction in The Town Hall, Métis Beach, on FRIDAY MAY TWENTY-EIGHTH 1943, at THREE o'clock in the afternoon. To wit, the building formerly belonging to W. E. Astle, comprising of a wooden building 24 x 48 & known as the potato Cellar & situated on the property of The Canada & Gulf Terminal Railway at Métis Beach, Que.

The building to be sold for Municipal & School taxes with interest & costs.

Given at Métis Beach Que., this 12th day of April 1943.

By order of The Council.

R. J. TURRIFF,
Secretary.

3569-17-2-o

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1357. Dame Simonne Lussier, de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Gérard Roy, des mêmes lieux et endroit, demanderesse; vs Ledit Gérard Roy, journaliste, de Granby, district de Bedford, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31e jour de mars 1943.

Sweetsburg, ce 7e jour d'avril 1943.

Le procureur de la demanderesse,
GEO.-H. DUREAULT.

3582-o

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 1357. Simonne Lussier, of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Gérard Roy, of the same place, plaintiff; vs The said Gérard Roy, labourer, of Granby, district of Bedford, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this cause on the 31st day of March 1943.

Sweetsburg, April 7th 1943.

GEO. H. DUREAULT,
Attorney for plaintiff.

3582-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

N° 935

No. 935

Québec, le 7 avril 1943.

Quebec, 7th April 1943.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant l'article 12 des règlements des Bois et Forêts.

Concerning Article 12 of the Woods & Forests Regulations.

Attendu que, vu l'importance de soumettre au régime de l'aménagement forestier toutes les forêts concédées, il y a lieu d'amender l'article 12 des règlements des bois et forêts, dont la teneur actuelle comporte certaines ambiguïtés;

Whereas, due to the importance of submitting to forest management all licensed forests, it is proper to amend Article 12 of the Woods & Forests Regulations, the terms of which are somewhat ambiguous.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et forêts, que l'arrêté ministériel numéro 1241, du 30 juin 1939, soit révoqué, et que l'article 12 des règlements se lise dorénavant comme suit:—

It is ordered, in consequence, on the recommendations of the Honourable Minister of Lands & Forests, that Order in Council No. 1241 of 30th. June, 1939, be revoked, and that Article 12 of the Regulations shall now read as follows:

Article 12

Article 12

Tout concessionnaire doit fournir au ministère, en plus d'un plan d'aménagement pour toute l'étendue des forêts qui lui sont affermées, un plan spécial d'aménagement pour le secteur qui doit être mis en exploitation au cours de la première décennie.

Each license holder must furnish to the Department, in addition to a working plan for the whole area which he holds under license, a special working plan for the sector to be operated during the first decade.

L'exploitation exécutée en conformité du plan d'aménagement doit être particulièrement subordonner aux prescriptions générales ci-après détaillées:

The cutting operations executed in conformity with the working plan must be subordinate in particular to the general prescriptions hereinafter detailed:—

a) La quantité de bois à exploiter au cours de chaque décennie, sera celle suggérée dans le plan d'aménagement spécial afférent à la même période. Elle ne devra pas excéder la possibilité pour ladite période, sauf dans les endroits où il sera jugé opportun de normaliser le stock forestier;

a) The quantity of wood to be cut in the course of each decade shall be that prescribed in the special working plan relating to the same period. It must not exceed the possibility for the said period, except in the places where it shall be judged opportune to regularize the forest stock.

b) Le programme des coupes pour chaque saison devra être soumis au Ministère des Terres et Forêts au moins trois mois avant sa mise en œuvre;

b) The cutting programme for each season must be submitted to the Minister of Lands & Forests at least three months before the commencement of the work.

c) Les secteurs où les coupes prévues dans le plan d'aménagement spécial doivent s'exécuter, devront être examinés au préalable conjointement par les ingénieurs forestiers du concessionnaire et du ministère des Terres et Forêts, pour choisir parmi les traitements sylvicoles préconisés dans le plan d'aménagement, celui qui doit de préférence s'appliquer dans chaque cas;

c) The sectors where the cutting operations provided for in the special working plan are to be carried out must be previously examined jointly by the forest engineers of the license holder and of the Department of Lands & Forests, in order to choose from the silvicultural treatments prescribed in the working plan, the one which should preferably be applied in each case.

d) Aucune coupe ne sera tolérée dans les peuplements qui ne sont pas parvenus à maturité, à moins que ce ne soit sur de très restreintes superficies enserrées par des peuplements plus âgés. On pourra, toutefois, y pratiquer des éclaircies;

d) No cut will be tolerated in immature stands, unless it be on very restricted areas, hemmed in by older stands. Nevertheless thinnings may be made in these immature stands.

e) L'ingénieur forestier qui a préparé le programme des coupes de la saison sera responsable de son exécution et de la surveillance des coupes. En fin de saison, il devra présenter au Ministère des Terres et Forêts un rapport accompagné d'une carte des parcelles exploitées. Les noms des personnes qui, sous la direction de ce dernier seront affectées à la surveillance des coupes, devront être soumis au ministère des Terres et Forêts. Ces personnes travailleront de concert avec les représentants du Gouvernement et verront à ce que toutes les prescriptions du plan d'aménagement soit exactement suivies.

e) The forest engineer who has prepared the seasonal cutting programme shall be responsible for carrying it out and for the supervision of the cutting operations. At the end of the season he must deliver to the Department of Lands & Forests a report accompanied by a map of the areas cut. The names of the persons, who, under his direction, have supervised the cuts must be submitted to the Department of Lands & Forests. These persons shall work together with the representatives of the Government and shall see that all the prescriptions of the working plan are followed exactly.

f) Avant d'exploiter les peuplements de bois verts, le concessionnaire devra, si cela peut se faire économiquement, exploiter les peuplements endommagés ou dépréciés par les chablis, les insectes, les champignons, etc. Le volume de ces bois sera compris dans le volume total à couper pendant la décennie.

Pour chaque décennie subséquente à la première, le plan général d'aménagement doit être révisé et mis au point et un plan spécial d'aménagement préparé.

Tous les plans d'aménagements, rapports et cartes ci-dessus mentionnés, doivent être préparés suivant les instructions du ministère des Terres et Forêts et être approuvés par celui-ci avant la mise en œuvre. Les rapports d'inventaire, les plans d'aménagement, les programmes annuels de coupe et les cartes s'y rapportant doivent être signés par tous les ingénieurs forestiers qui ont exécuté en forêt ou au bureau, les travaux nécessaires à leur préparation.

Le Ministre des Terres et Forêts pourra soumettre à une réglementation spéciale l'exploitation des concessions forestières pour lesquelles aucun plan d'aménagement n'a été fourni, les frais encourus par le Gouvernement pour l'aménagement de ces forêts étant à la charge de leurs concessionnaires.

Si, pour des raisons spéciales, il devient nécessaire d'autoriser l'exploitation de forêts non aménagées, le volume des coupes y sera limité à une possibilité empirique fixée par le Ministre et l'on ne pourra y couper que les arbres de douze (12") pouces et plus de diamètre, sauf l'épinette, le sapin et le pin gris qui pourront être exploités à dix (10") pouces, le bouleau, le peuplier et le tremble qui pourront l'être à sept (7") pouces de diamètre, mesure prise à un pied du sol.

Conformément à l'article 68, chapitre 93, des Statuts refondus de Québec, 1941, le présent règlement doit être publié dans la *Gazette officielle*.

A. MORISSET,
3562-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1011

Québec, le 14 avril 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant les règlements relatifs à l'admission et la conduite des visiteurs au Jardin Zoologique de Québec.

Attendu qu'il y a maintenant lieu de refondre les règlements qui concernent l'admission et la conduite des visiteurs au Jardin Zoologique de Québec;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries, que les règlements antérieurs soient abrogés et remplacés par les suivants:

A—Il est défendu:

1.—De pénétrer dans le jardin avec un chien. Tout chien errant sera gardé en fourrière jusqu'au paiement de l'amende prévue par les présents règlements;

2.—De toucher ou de chercher à toucher aux animaux, de mettre la main dans leur cage, de leur donner à manger, de jeter quoi que ce soit dans leurs enclos, de les molester ou déranger

f) Before exploiting stands of green wood, the license holder must, if it can be done economically, exploit the stands damaged or depreciated by windfall, insects, fungi, etc. The volume of these woods shall be included in the total volume to be cut during the decade.

For each decade subsequent to the first, the general working plan must be revised and brought up to date, and a special working plan prepared.

All working plans, reports and maps mentioned above, must be prepared according to the instructions of the Department of Lands & Forests, and approved by it before being put into execution. The inventory reports, the working plans, the annual cutting programmes and the maps in connection therewith must be signed by all the forest engineers who have carried out the work necessary for their preparation, either in the forest or in the office.

The Minister of Lands & Forests may make special regulations for the operations on licensed lands for which no working plan has been furnished; the costs incurred by the Government for the management of these forests shall be at the charge of the license holder.

If, for any special reasons, it becomes necessary to authorize the exploitation of non-managed forests, the volume of the cuts there shall be limited to an empirical possibility fixed by the Minister, and it may be permitted to cut there, only trees of twelve inches (12") and over in diameter, except Spruce, Balsam and Jack Pine that may be cut to ten inches (10"), Paper Birch Poplar and Aspen that may be cut to seven inches (7") in diameter, measured one foot from the ground.

In Conformity with Article 68, Chapter 93 R.S.Q. 1941, this regulation must be published in the *Official Gazette*.

A. MORISSET,
3562-o Clerk to the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1011

Quebec, April 14th, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning regulations with regard to the admission and the conduct of visitors to the Quebec Zoological Garden.

Whereas it is now expedient to revise the regulations with regard to the admission and the conduct of visitors to the Quebec Zoological Garden;

It is consequently ordered, upon the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries, that the previous regulations be repealed and replaced by the following:

A—It is prohibited:

1.—To enter the Garden with a dog. Any stray dog will be kept in pound until payment of the fine provided in these present regulations;

2.—To touch or to try to touch any animal, to put one's hand in their cage, feed them, throw anything whatsoever into their pens, or to molest or disturb them in any manner whatsoever. The

d'une façon ou d'une autre. Le jardin n'encourra aucune responsabilité pour les accidents qui pourraient arriver;

3.—De lancer des pierres ou tout autre projectile à quelque endroit que ce soit du jardin;

4.—De tirer des pétards, des fusées ou toutes autres pièces d'artifice;

6.—De faire du bruit, de crier, de chanter ou de jouer un instrument de musique quelconque;

7.—De jouer à la balle, au ballon ou tout autre jeu, excepté aux endroits destinés à ces fins;

8.—D'offrir ou d'exposer en vente sans permis des journaux, des marchandises, des provisions ou d'y exercer aucun commerce de quelque nature que ce soit;

9.—D'apporter ou d'avoir en sa possession des liqueurs enivrantes;

10.—D'être en état d'ivresse, de se battre, de causer du désordre ou d'insulter de quelque manière que ce soit les visiteurs ou les gardiens;

11.—De gêner, de briser ou d'endommager les enclos, les clôtures, les kiosques, les bancs, les arbres, les arbustes, les plantes, les fleurs, les pelouses ou toute autre propriété du jardin;

12.—De passer sur les pelouses ou de cueillir des fleurs;

13.—De grimper dans les arbres, de monter sur les clôtures ou de pénétrer dans le jardin autrement que par les barrières;

14.—De jeter ou de déposer du papier, du verre ou tous autres déchets ailleurs que dans les réceptacles destinés à cette fin;

15.—De jeter quoi que ce soit dans la rivière, les bassins, les lacs, d'en souiller les eaux, d'y pêcher ou de s'y baigner;

16.—De faire des pique-niques ailleurs qu'aux endroits destinés à cette fin;

17.—D'allumer des feux, de jeter des cigares, des cigarettes ou des allumettes enflammées dans les sous-bois, les buissons ou en quelque endroit que ce soit;

18.—De pénétrer sans une permission spéciale dans les bâtisses de l'administration, dans les camps réservés aux animaux et de fumer dans ces endroits.

B—Personne ne doit rester dans le jardin, pour quelque raison que ce soit, quand les gardiens demandent au public de l'évacuer.

C—Tous les visiteurs sont tenus de se conformer aux ordres qu'ils reçoivent du directeur ou des gardiens du jardin.

(Signé) A. MORISSET,
3563-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1034

Québec, le 16 avril, 1943.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 359, du 13 février 1942, relatif aux employés de pompes funèbres, dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 359, du 13 février 1942, relatif aux employés de pom-

Garden will not be held responsible for accidents which may result;

3.—To throw stones or any other projectile at anything or anywhere in the Garden;

4.—To set off fire-crackers, rockets or any other kind of fireworks;

6.—To make noise, shout, sing or play any kind of a musical instrument;

7.—To play ball, foot-ball or any other game, except in the places destined for such purpose;

8.—To offer or exhibit for sale, without permit, any newspapers, merchandise, provisions or to carry on therein any business whatsoever;

9.—To carry or have on one's person any intoxicating liquor;

10.—To be inebriated, to fight, cause disorder or insult in any manner whatsoever the visitors or the keepers;

11.—To spoil, break or damage the enclosures, the fences, kiosques, benches, trees, shrubs, plants, flowers, lawns or any other property of the Garden;

12.—To walk on the lawns or pick flowers;

13.—To climb trees, or scale the fences or enter the Garden otherwise than by the gates;

14.—To throw or leave paper, glass or any other rubbish elsewhere than in the receptacles destined for such purpose;

15.—To throw anything of any description into the river, the pools, lakes, defile the waters, fish or bathe therein;

16.—To picnic on any places other than those set apart for such purpose;

17.—To light fires, throw cigars, cigarettes or lighted matches in the undergrowth, the bushes or anywhere else without exception;

18.—To enter, without special permission, into the main buildings, or the enclosures reserved for the animals and to smoke in such premises.

B—No one may remain in the Garden, for any reason whatsoever, when the keepers request the public to leave.

C—All visitors are obliged to comply with the orders which they receive from the director or the keepers of the Garden.

(Signed) A. MORISSET,
3563 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1034

Quebec, April 16, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 359, of February 13, 1942, relating to the undertakers in Montreal and Jesus Islands and a radius of 10 miles around the Island of Montreal.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the decree number 359, of February 13, 1942, relat-

pes funèbres, dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 26 juin 1943.

A. MORISSET,
3571-o Greffier du Conseil Exécutif.

ing to the undertakers in Montreal and Jesus Islands and a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal, be again extended until June 26, 1943.

A. MORISSET,
3571-o Clerk of the Executive Council.

Assemblée

Meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Annual General Meeting

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Montreal Tramways Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie, Édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P.Q., à midi, jeudi le 29^e jour d'avril 1943.

Cette assemblée sera tenue pour la réception du rapport annuel, l'élection des directeurs, et la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Les registres de transfert seront fermés à compter du 9^e jour d'avril 1943, au 28^e jour d'avril 1943, les deux dates inclusivement.

Montréal, 26 janvier 1943.

Par ordre du bureau de direction.

Le secrétaire-trésorier,
2998-5-3 PATRICK DUBÉE.

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P.Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 29th day of April, 1943. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 9th day of April 1943, to the 28th day of April, 1943, both days inclusive.

Montreal, January 26th, 1943.

By order of the Board.

PATRICK DUBÉE,
2998-5-3-o Secretary-Treasurer.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 10 avril 1943, le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du district N° 43" en celui de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du district N° 47" a été autorisé, le tout conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3564-o JEAN BRUCHESI.

Notice is given that by Order in Council bearing date April 10th, 1943, the change of name of "L'Association catholique des Institutrices rurales du district No. 43" to that of "Association catholique des Institutrices rurales du district No. 47" has been authorized, the whole pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 16th of April, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3564 Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 15 avril, 1943.

Quebec, 15th of April, 1943.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 5 Loi relative au parc national de la Gaspésie.
- 9 Loi modifiant la Loi du travail des prisonniers.
- 16 Loi pour faciliter l'emploi temporaire de l'argent comme métal conducteur d'électricité en temps de guerre.

- 5 An Act respecting the Gaspesian National Park.
- 9 An Act to amend the Prison Labour Act.
- 16 An Act to facilitate the temporary use of silver as a conductor of electricity in wartime.

- | | |
|---|--|
| <p>101 Loi changeant le nom de Melvin "Salmonovitz" en celui de Melvin "Salmon"</p> <p>105 Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville.</p> <p>107 Loi changeant le nom de Joseph Wilfred Ellam en celui de Joseph Wilfred Minshall.</p> <p>108 Loi modifiant le contrat de mariage de Arthur Bouchard et Clara Côté.</p> <p>113 Loi confirmant et ratifiant la vente de certains lots par la cité de Montréal à l'Union Économique d'Habitations.</p> <p>115 Loi conférant certains pouvoirs à la Corporation de la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec.</p> <p>117 Loi concernant un acte de donation entre Joseph-Octave Bourbeau et Édouard Bourbeau.</p> <p>129 Loi modifiant la charte de <i>The Woman's General Hospital</i>.</p> | <p>101 An Act to change the surname of Melvin Salmonovitz from "Salmonovitz" to "Salmon".</p> <p>105 An Act to amend the charter of the town of Iberville.</p> <p>107 An Act to change the name of Joseph Wilfred Ellam to Joseph Wilfred Minshall.</p> <p>108 An Act to amend the marriage contract of Arthur Bouchard and Clara Côté.</p> <p>113 An Act to confirm and ratify the sale of certain lots by the city of Montreal to <i>Union Économique d'Habitations</i>.</p> <p>115 An Act to confer certain powers on the corporation of the parish of Ste. Foy, in the county of Quebec.</p> <p>117 An Act respecting a deed of gift between Joseph Octave Bourbeau and Édouard Bourbeau.</p> <p>129 An Act to amend the charter of <i>The Woman's General Hospital</i>.</p> |
|---|--|

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
3579-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".
3579-o

Bureaux-Chef

Province de Québec, District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Madame Joel Limited", un corps constitué en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du neuf mars 1943, et ayant son bureau-chef en la cité de Westmount, a établi son siège social à 4888 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce sept avril, mil neuf cent quarante-trois.

[Sceau]

3566

Le secrétaire,
RALPH C. TEES.

"VENANT LEBEAULT LIMITÉE"

Règlement pour changer le siège social de la compagnie

"Que le siège social de la Compagnie soit transporté au numéro 12 de la rue de l'Église à Ville St-Laurent."

Adopté, ce 10 avril 1943.

V. LEBEAULT LIMITÉE,

3585-o

Le sec.-trésorier,
V. LEBEAULT JR.

Chartes—Abandon de

AVIS

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "York Realities Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir

Chief-Offices

Province of Quebec, District of Montreal

Notice is hereby given that "Madame Joel Limited", a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the Ninth day of March, 1943, and having its head office in the City of Westmount, has established its head office at 4888 Sherbrooke Street, West, Westmount, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this seventh day of April, Nineteen hundred an forty-three.

[Seal]

3566-o

RALPH C. TEES,
Secretary.

"V. LEBEAULT LIMITED"

By-Law to change the head office of the Company

"That the head office of the company be moved to number 12 de l'Église Street (Church) at St-Lawrence City."

Adopted, this 10th. of April, 1943.

V. LEBEAULT LIMITÉE,

3585-o

V. LEBEAULT JR.,
Sec.-treasurer.

Charters—Surrender of

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, York Realities Limited hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its

l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 19 avril 1943.

La secrétaire-trésorière de
YORK REALTIES LIMITED,
MME L. M. CHAMBERS.

3576

Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1943.

MRS. L. M. CHAMBERS,
Secretary-Treasurer of
YORK REALTIES LIMITED.

3576-0

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cantin, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31ème jour de mars 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 30ième jour de mars 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cantin, Limitée", incorporated by letters patent dated the ninth day of June, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Construction de Sherbrooke (Ltée)"—"Sherbrooke Construction Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente et unième jour de juillet 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31ème jour de mars 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 31ième jour de mars 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

3577-0

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Construction de Sherbrooke (Ltée)—Sherbrooke Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated the thirty-first day of July, 1939.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

3577

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Carmichael Realty Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Carmichael Realty Company Limited", incorporated by letters patent dated the fourth day of March, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of March, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St-Louis Bakery Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre juin 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Louis Bakery Company", incorporated by letters patent dated the fourth day of June, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce 30 mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3578 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of March, 1943.

P. FRENETTE,
3578-o Acting Deputy Attorney General.

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, prolongeant jusqu'au 1er juin 1944 la durée de l'ordonnance numéro 17, de la Commission du salaire minimum, relative aux buanderies (district de Montréal), a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1000, du 14 avril 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 17

BUANDERIES (DISTRICT DE MONTRÉAL)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum, (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 17*: L'ordonnance N° 17 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, concernant les buanderies, établissements de nettoyage à sec, de teintureries, de nettoyage de tapis et autres établissements de même nature du district de Montréal, datée du 14 octobre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938 par arrêté en conseil portant le numéro 2363, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 26 novembre 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er juin 1944.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec ce huitième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-trois.

[Sceau]

Le président, (signé) F. ROY,
Le vice-président, " G. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" " H. LOUDIN,
" " B. E. BRAIS.

Copie conforme.

Le secrétaire général,
J. E. SIMARD.

3570-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending until June 1, 1944, the duration of Ordinance number 17, of the Minimum Wage Commission, relating to the laundries (district of Montreal), has been approved by Order in Council number 1000, of April 14, 1943.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 17.

LAUNDRIES (DISTRICT OF MONTREAL)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 17*: Ordinance No. 17 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, concerning Laundry, Dry-Cleaning, Dyeing, Carpet-Cleaning Establishments and others of a similar nature in the district of Montreal, dated October 14, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 17, 1938, by Order in Council No. 2363, published in the *Quebec Official Gazette* on November 26, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until June 1st, 1944.

2 *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this eighth day of the month of April, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

[Seal]

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

True Copy.

J. E. SIMARD,
General Secretary.

3570-o

Demandes à la législature

Applications to Legislature

CITÉ DE MONTRÉAL

CITY OF MONTREAL

AVIS

NOTICE

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58,

62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: indemnité des conseillers et du chef du conseil; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections: droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; finance; emprunts; intérêt; fonds de roulement; fonds d'amortissement; taxes: exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluations: délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages: égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté re égouts; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 3 avril 1943.

Le greffier de la Cité,
J.-ALPHONSE MONGEAU. 3411-14-4-o

and to the various acts amending the same, on the following matters: indemnities to Councillors and Leader of Council; powers of the Executive Committee and of the Council; elections: right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; finances; loans; interest; working capital; sinking fund; taxes: tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); valuation rolls; delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric power; sale of property for taxes; safety valves re sewers; Montreal Tramways Company's contract; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 3rd April 1943.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk. 3411-14-4-o

Département des Affaires municipales,
Industrie & Commerce

Department of Municipal Affairs,
Trade & Commerce

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 10 avril 1943.

Quebec, April 10th, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté d'Abitibi, le sixième jour de février 1943 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the Parish of Saint-Mathieu, in the County of Abitibi, on the sixth day of February, 1943, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Mathieu dans le comté d'Abitibi dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Parish of Saint-Mathieu, in the County of Abitibi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Québec, le 16 avril 1943.

Quebec, April 16th, 1943.

ÉMILE MORIN,
3565-o Sous-ministre des Affaires Municipales.

ÉMILE MORIN
3565 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1427-41

No. 1427-41

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE SAINTE-JEANNE D'ARC-
D'ALMAVILLE

SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINTE JEANNE D'ARC
D'ALMAVILLE

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville, paroisse, comté de

Application is made to detach from the School Municipality of Almaville, Parish, County of

St-Maurice, pour l'annexer à la municipalité scolaire d'Almaville-en-haut, même comté, le territoire suivant qui fait partie de l'arrondissement N° 5 de ladite municipalité scolaire d'Almaville, paroisse, qui comprendra le territoire suivant:

Les lots Nos 157 à 164 inclusivement et toutes leurs subdivisions, les parties des lots Nos 917, 918 et 918-A de l'arrondissement ci-dessus mentionné; les parties des lots Nos 914, 915, 916 du rang St-Mathieu qui ont leur chemin de sortie sur le chemin du rang des Grès; les Iles Nos 1046, 1047, 1048 et 1049.

Il est en même temps demandé que le nom de la municipalité scolaire d'Almaville-en-haut soit changé en celui de "Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville." 3512-16-2-0

St. Maurice, to annex the same to the School Municipality of Almaville-en-haut, said County, the following territory which forms part of District No. 5 of said municipality of Almaville, Parish, which will include the following territory:

Lots Nos 157 to 164 inclusively and all the subdivisions thereof, the parts of lots Nos 917, 918 and 918A of the abovementioned district; the parts of lots Nos 914, 915, 916 of Range St. Mathieu having their exit road on the "Rang des Grès" road; Islands Nos 1046, 1047, 1048 and 1049.

At the same time, it is requested that the name of the school municipality of Almaville-en-haut, be changed to that of "Sainte Jeanne-d'Arc d'Almaville." 3512-16-2

Département du Travail

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 669, du 21 mars 1942, subséquemment prolongé jusqu'au 22 avril 1943, a été de nouveau prolongé jusqu'au 26 juin 1943, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 1032, du 16 avril 1943.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1943. 3572-0

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Syndicat des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield et le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, lui ont conjointement présenté, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*Definitions*.—a.—Le mot "barbier" désigne toute personne qui coupe, rase la barbe, coupe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampoing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure et le cuir chevelu.

b.—Les mots "coiffeur ou coiffeuses" désignent toute personne qui embellit la chevelure au moyen d'ondulation permanente, ondulation au fer, mise en plis, rafraîchit, nettoie la chevelure par la méthode du shampoing, traite le cuir chevelu, embellit la peau, pratique l'art du manucure.

Department of Labour

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 669, of March 21, 1942, subsequently extended until April 22, 1943, has again been extended until June 26, 1943, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1032, of April 16, 1943.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1943. 3572-0

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette Minister of Labour, that "Le Syndicat des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield" and "Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield", have jointly presented to him, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés-Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield", be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*Definitions*.—a.—The expression "barber" means any one who shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings the hair, washes the head by the method of shampoing, gives massages, manicures, facial, skin, hand and hair or scalp treatments.

b.—The word "hairstylist" (male or female) includes any one who embellishes the hair by means of permanent wave, iron wave, water wave; who cuts, trims, sings the hair, shampoos, gives scalp treatments, embellishes the skin, practises the manicure's art.

c.—Les mots "salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, désignent tout établissement spécialement meublé et aménagé en entier ou en partie, pour y exercer le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse.

d.—Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui opère un ou plusieurs établissements reconnus comme salon de barbier, de beauté ou de coiffure, tel que ci-dessus défini, et qui retient les services d'une ou plusieurs personnes exerçant exclusivement ou par intervalles le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse.

e.—Les mots "artisan barbier ou coiffeur" désignent toute personne qui pratique le métier de barbier ou coiffeur seule ou en société, et pour son ou leur bénéfice.

f.—Les mots "compagnon barbier ou coiffeur régulier" désignent tout compagnon barbier ou coiffeur travaillant un maximum de cinquante-sept heures par semaine.

g.—Les mots "compagnon barbier ou coiffeur surnuméraire" désignent tout compagnon barbier ou coiffeur travaillant moins de cinquante-sept heures par semaine.

h.—Les mots "apprenti barbier ou coiffeur" désignent toute personne qui apprend le métier de barbier ou de coiffeur.

II.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale déterminée par le décret comprendra deux zones:

Zone I.—La cité de Salaberry de Valleyfield et le territoire compris dans un rayon de cinq milles de ses limites;

Zone II.—La ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de trois milles de ses limites.

III.—*Durée du travail*.—Le maximum des heures de travail pour le compagnon barbier et coiffeur et l'apprenti barbier et coiffeur sera de cinquante-sept heures par semaine.

Les heures de travail dans les salons de barbiers ou de coiffure sont réparties comme suit:

Zone I.—*Dans les salons de barbiers*:

Le lundi, de 8 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi, de 8 a.m. à 7 p.m.;

Les vendredi et samedi, de 8 a.m. à 10 p.m.;

Entre 8 a.m. et 10 p.m. du 20 décembre au 31 décembre inclusivement, de même que les veilles de fêtes spécifiées.

Le travail commencé peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi heure.

Dans les salons de coiffure et de beauté:

Les lundi, mardi, mercredi et vendredi, de 9 a.m. à 11 p.m.;

Les jeudi et samedi, de 9 a.m. à 7 p.m.;

Entre 9 a.m. et 11 p.m. du 15 décembre au 31 décembre inclusivement, de même que les veilles de fêtes spécifiées.

Le travail commencé peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi heure.

Zone II.—*Dans les salons de barbiers*:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 8 a.m. à 7 p.m.;

Les vendredi et samedi, de 8 a.m. à 10 p.m.;

Entre 8 a.m. et 10 p.m., du 20 au 31 décembre inclusivement, de même que les veilles de fêtes spécifiées.

c.—The words "barber shop, hairdressing or beauty parlor" designate any establishment specially furnished in whole or in part for the carrying on of the barber or hairdresser trade

d.—The words "employer" designate any person, association or corporation operating one or many establishments known as "barber shop, hairdressing or beauty parlor" as mentioned in paragraph "b" of this section who retains the services of one or many persons carrying on, exclusively or intermittently entirely or partly, the barber or hairdresser trade.

e.—The words "artisan barber or hairdresser" designate any person who practises the barber or hairdresser trade, alone or in partnerships and for his or their own benefit.

f.—The words "regular journeyman barber or hairdresser" mean any journeyman barber-hairdresser" working a maximum of fifty-seven (57) hours per week.

g.—The words "supernumerary journeyman barber-hairdresser" include any journeyman barber hairdresser working less than fifty-seven (57) hours per week.

h.—The words "apprentice barber or hairdresser" include any person who learns the barber or hairdresser trade.

II.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction determined by the decree shall comprise two zones:

Zone I.—The city of Salaberry of Valleyfield and the territory comprised in a radius of five miles from its limits;

Zone II.—The town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of three miles from its limits.

III.—*Duration of labour*.—The maximum of working hours for the journeyman barber and hairdresser and the apprentice barber and hairdresser shall be fifty-seven hours per week.

The hours of work in barber shops or hairdressers' parlors shall be distributed as follows:

Zone I.—*In barber shops*:

On Monday, from 8 a.m. to 12 a.m.

On Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8 a.m. to 7 p.m.;

On Friday and Saturday, from 8 a.m. to 10 p.m.;

Between 8 a.m. and 10 p.m. from December 20 to December 31, inclusively, as well as on holiday eves herein mentioned.

Work begun may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour.

In hairdressing and beauty parlors:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Friday, from 9 a.m. to 11 p.m.

On Thursday and Saturday, from 9 a.m. to 7 p.m.;

Between 9 a.m. and 11 p.m. from December 15, to December 31, inclusively, as well as on holiday eves herein mentioned.

Work begun may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour.

Zone II.—*In barber shops*:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8 a.m. to 7 p.m.;

On Friday and Saturday, from 8 a.m. to 10 p.m.;

Between 8 a.m. to 10 p.m. from December 20 to December 31, inclusively, as well as on holiday eves herein mentioned.

Toutefois, le barbier aura droit de commencer son travail sur tout client entré avant l'heure de fermeture.

Dans les salons de coiffeurs:

Les lundi, mercredi, vendredi et samedi, de 9 a.m. à 11 p.m.;
Les mardi et jeudi, de 9 a.m. à 7 p.m.;

Entre le 15 décembre et le 31 décembre inclusivement, de 9 a.m. à 11 p.m.

Le travail commencé peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi heure.

Dans la juridiction territoriale déterminée par le décret, il n'y aura pas de travail les dimanches, le 1er de l'An, l'Épiphanie, la Saint Jean-Baptiste, l'Ascension, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

IV.—*Prix minima des services:*

Zone I:—Pour les barbiers:

Barbe.....	\$ 0.15
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi et mercredi.....	0.25
Les jeudi, vendredi et samedi et veilles de fêtes spécifiées.....	0.35
Cheveux pour enfants au-dessous de 15 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.15
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes spécifiées.....	0.25
Flambage des cheveux pour hommes.....	0.15
Shampooing.....	0.25
Massage pour hommes.....	0.35
Tonique.....	0.15
Aiguillage de rasoir.....	0.25

Pour les coiffeurs et coiffeuses:

Ondulation permanente ou demi ondulaton.....	\$ 2.50
Ondulation permanente pour hommes.....	2.00
Ondulation au papier.....	0.75
Ondulation au Komol.....	0.50
Ondulation à l'eau.....	0.50
Reprise de mèche, chacune.....	0.15
Shampooing henna naturel.....	0.50
Shampooing camomille.....	0.60
Shampooing sec.....	0.60
Shampooing à l'huile sans savon.....	0.50
Rinçage.....	0.25
Épilation des sourcils.....	0.35
Coupe "brush cut".....	0.50
Coupe "brush cut" au rasoir.....	0.75
Raser le cou pour femmes.....	0.15
Traitement du cuir chevelu.....	1.00
Teinture ordinaire.....	5.00
Shampooing ordinaire.....	3.50
Décoloration par application.....	1.50
Retouches de teinture.....	3.00
Henna pack et décoloration.....	1.50
Massage ordinaire pour femmes.....	0.50
Massage masque.....	0.75
Massage contre comedons.....	1.00
Manucure.....	0.50
Flambage de cheveux de dames.....	0.25

Note: Les mots "ondulation permanente" désignent la cuite du cheveu accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau.

Zone II:—Pour les barbiers:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	\$ 0.35
Les samedi et veilles de fêtes spécifiées.....	0.40

However, a barber shall have the right to start working on a customer who was in the shop at closing time.

In hairdressers' parlors:

On Monday, Wednesday, Friday and Saturday, from 9 a.m. to 11 p.m.;

On Tuesday and Thursday, from 9 a.m. to 7 p.m.;

Between December 15 and December 31, inclusively, from 9 a.m. to 11 p.m.

Work begun may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour.

In the territorial jurisdiction determined by the decree, there shall be no work on Sundays and the following holidays: New Year's, Epiphany, St-John the Baptist, Ascension, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate-Conception and Christmas.

IV.—*Minimum prices of services:*

Zone I:—For barbers:

Shave.....	\$ 0.15
Haircut for adults of both sexes:	
On Monday, Tuesday and Wednesday.....	0.25
On Thursday, Friday and Saturday and holiday eves herein mentioned.....	0.35
Haircut for children under 15:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.15
On Friday, Saturday and holiday eves herein mentioned.....	0.25
Hair singeing-men.....	0.15
Shampoo.....	0.25
Massage-men.....	0.35
Tonic.....	0.15
Razor honing.....	0.25

For hairdressers (male and female):

Permanent wave or semi-wave.....	\$ 2.50
Permanent wave-men.....	2.00
Paper wave.....	0.75
Komol wave.....	0.50
Water wave.....	0.50
Rewaving of locks, each.....	0.15
Natural Henna shampoo.....	0.50
Camomile shampoo.....	0.60
Dry shampoo.....	0.60
Oil shampoo (without soap).....	0.50
Rinsing.....	0.25
Eyebrow plucking.....	0.35
Brush cut.....	0.50
Brush cut with razor.....	0.75
Neck shave—ladies.....	0.15
Scalp treatment.....	1.00
Ordinary hair dye.....	5.00
Ordinary shampoo.....	3.50
Bleaching (by application).....	1.50
Second dye application.....	3.00
Pack Henna and bleaching.....	1.50
Ordinary facial—ladies.....	0.50
Facial (pack-mask).....	0.75
Facial for blackheads.....	1.00
Manicure.....	0.50
Hair singeing—ladies.....	0.25

Remark: The words "permanent wave" mean the heating of the hair alone or together with a water wave.

Zone II:—For barbers:

Haircut for adults of both sexes:	
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$0.35
On Saturday and holiday eves herein mentioned.....	0.40

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 15 ans:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	\$ 0.25
Les samedi et veilles de fêtes spécifiées...	0.35
Barbe, tous les jours.....	0.20
Lotion.....	0.25
Tonique.....	0.25
Flambage des cheveux pour hommes.....	0.25
Aiguillage du rasoir.....	0.25

Pour les coiffeurs et coiffeuses:

Les mêmes taux que pour la Zone I.

V.—*Tarif des salaires dans les salons de barbiers et coiffeurs*.—Les salaires minima sont les suivants:

Zone I.—Pour chaque compagnon barbier ou coiffeur régulier \$15.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes recettes brutes au-dessus de \$25.00 réalisé par lui au cours de chaque semaine de travail;

Pour chaque compagnon barbier ou coiffeur régulier ou surnuméraire, 0.30 pour chaque heure de travail plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes jusqu'au montant de \$25.00 réalisé par lui au cours de chaque semaine de travail. Toutefois, lorsque les recettes brutes excéderont \$25.00, il sera rémunéré au même tarif que le compagnon barbier ou coiffeur régulier.

Zone II.—Pour chaque compagnon barbier ou coiffeur régulier \$17.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes recettes brutes au-dessus de \$27.00 réalisé par lui au cours de chaque semaine de travail.

Pour chaque compagnon barbier ou coiffeur surnuméraire, 0.30 de l'heure plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes au-dessus de \$27.00 réalisé par lui au cours de chaque semaine de travail.

VI.—*Apprentissage*.—a.—Avant son entrée en apprentissage, l'apprenti barbier ou coiffeur doit obtenir du comité paritaire un carnet, où sont inscrits les états de service de tel apprenti avec chaque employeur barbier ou coiffeur.

b.—Tout apprenti barbier ou coiffeur doit se présenter au comité conjoint après chaque période de six mois pour subir un examen qui permettra de constater que ledit apprenti fait régulièrement son stage d'apprentissage.

c.—Aucun apprenti barbier ou coiffeur ne peut être accepté avant d'avoir atteint sa seizième année et avoir terminé sa sixième année de cours primaire.

d.—La durée de l'apprentissage doit être de trois années consécutives dans un salon de barbier ou de coiffure telle que définie au paragraphe "c" de l'article I du décret.

e.—A l'expiration des trois années déterminées par le décret comme stage d'apprentissage, l'apprenti barbier ou coiffeur doit se présenter au comité paritaire pour subir l'examen requis pour le certificat de barbier ou coiffeur; au cas d'insuccès, il pourra obtenir un délai de six mois. Tout insuccès après cette période éliminera ledit apprenti du métier de barbier ou coiffeur.

f.—L'apprenti barbier ou coiffeur qui a obtenu un certificat de barbier ou coiffeur doit conserver son carnet d'apprenti dans lequel sont inscrits ses états de service comme barbier ou coiffeur.

Ces renseignements serviront à établir que le barbier ou coiffeur a fait le stage requis par le décret.

Haircut for children under 15:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$ 0.25
On Saturday and holiday eves herein mentioned.....	0.35
Shave, every day.....	0.20
Lotion.....	0.25
Tonic.....	0.25
Hair singeing—men.....	0.25
Razor honing.....	0.25

For hairdresser (male and female):

The rates established for Zone I.

V.—*Wage rates in barber shops and hairdressers' parlors*.—The minimum wages are the following:

Zone I.—For every regular journeyman barber or hairdresser, \$15.00 per week plus a 50% commission on all gross receipts in excess of \$25.00 made by him during any one work week;

For every supernumerary journeyman barber or hairdresser, \$0.30 for each working hour plus a 10% commission on all gross receipts to the extent of \$25.00 made by him during any one work week. However, when the gross receipts shall exceed \$25.00, he shall be paid on the basis of the regular journeyman barber or hairdresser.

Zone II.—For every regular journeyman barber or hairdresser, \$17.00 per week plus a 50% commission on all gross receipts in excess of \$27.00 made by him during any one work week;

For every supernumerary journeyman barber or hairdresser, \$0.30 for each working hour plus a 10% commission on all gross receipts exceeding \$27.00 and made by him during any one work week.

VI.—*Apprenticeship*.—a.—Before beginning his apprenticeship, the barber or hairdresser apprentice shall request from the Parity Committee an apprenticeship book in which shall be registered an account of his services with each barber or hairdresser employer.

b.—The barber or hairdresser apprentice shall report to the Parity Committee after each period of six (6) months to undergo an examination to prove that he is regularly serving his apprenticeship period.

c.—No apprentice shall be accepted before having reached his sixteenth year. He shall have completed the sixth year of the elementary grade.

d.—The duration of apprenticeship shall consist of three (3) consecutive years in a barber or hairdresser shop as described in subsection "c" of section I of the decree.

e.—At the expiration of the three (3) years of apprenticeship, determined by the decree, the barber or hairdresser apprentice shall call at the Office of the Parity Committee to undergo an examination in order to obtain the barber or hairdresser certificate. In case of failure to obtain same, he may have a delay of six (6) months. Any failure after this period shall eliminate the said apprentice from the trade.

f.—The apprentice barber or hairdresser who has obtained a barber or hairdresser certificate shall keep his apprenticeship book in which there is a statement of his services as barber or hairdresser.

This information shall prove that he has made his apprenticeship.

g.—Dans aucun salon, il ne sera permis d'avoir plus d'un apprenti.

h.—Le patron devra faire travailler son apprenti graduellement sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

i.—L'apprentissage du métier visé dans la présente convention doit se faire exclusivement dans les salons de barbier ou de coiffure.

VI-A.—*Salaires minima des apprentis:*

Deuxième semestre, par semaine.....	\$ 5.00
Troisième semestre, par semaine.....	7.00
Quatrième semestre, par semaine.....	9.00
Cinquième semestre, par semaine.....	11.00
Sixième semestre, par semaine.....	13.00

Toute réclamation pour salaire doit être faite suivant les dispositions du décret et tout contrat à commission est illégal, excepté s'il est pour un montant supérieur aux salaires minima mentionnés dans le décret.

VII.—*Dispositions spéciales:*—a.—Tout employeur d'un salon de barbier ou de coiffure, qui loge ou nourrit son compagnon barbier ou coiffeur, ne peut exiger de ceux-ci plus de \$2.00 par semaine pour le gîte et \$5.00 par semaine pour la nourriture.

b.—En aucun cas, l'employé ne devra prendre moins d'une heure pour le repas du midi chaque jour, et moins d'une demi-heure pour le repas du soir.

c.—Il est interdit à tout barbier ou coiffeur d'offrir ou de donner des services gratuits ou d'établir des combinaisons quelconques, pour réduire les taux établis par le décret, de donner un objet quelconque en vue de diminuer le taux ou d'attirer la clientèle par des moyens tendant à baisser les taux ci-dessus fixés.

d.—Il est interdit à tout barbier ou coiffeur d'exercer son métier ailleurs que dans les établissements décrits dans le décret.

e.—Il est interdit à tout employeur de diminuer le salaire pour le compagnon barbier ou coiffeur régulier pendant une semaine où il y a une fête chômée.

f.—Toutes les ouvertures devront être laissées libres dans un salon de barbier ou de coiffure, afin qu'il soit possible de voir à l'intérieur du salon après les heures de fermeture.

g.—Les services mentionnés dans le décret qui peuvent être exécutés indistinctement dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, devront être soumis aux taux ci-dessus mentionnés.

VIII.—*Durée du décret:*—Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suivante, à moins que l'une des parties contractantes ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins trente jours avant la date de son expiration.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 avril, 1943.

3581-o

g.—In any parlour it shall not be permitted to have more than one (1) apprentice.

h.—The employer must gradually instruct his apprentice in the various branches of the trade to finally produce a competent worker.

i.—The apprenticeship of the trade governed by the decree shall be made exclusively in barber shops or hairdressing parlors.

VI-A.—*Minimum wages of apprentices:*

Second six months, per week.....	\$ 5.00
Third six months, per week.....	7.00
Fourth six months, per week.....	9.00
Fifth six months, per week.....	11.00
Sixth six months, per week.....	13.00

All claims in respect of wages shall be made according to the provisions of the decree and any contract on a commission basis shall be illegal unless it be made for an amount higher than the minimum rates mentioned in the decree.

VII.—*Special provisions:*—a.—Every employer in a barber or hairdresser parlor who lodges and boards his journeyman barber or hairdresser shall not charge to them more than \$2.00 per week for lodging and \$5.00 per week for food.

b.—The employee shall never take less than one hour for the noon meal and less than one half-hour for the evening meal.

c.—No establishment shall have the right to offer, free of charge, any of the services herein referred to, and to set forth any combinations in order to reduce the rates fixed by this agreement, and to give any object in order to reduce such rates or to attract clients by means which reduce the said rates.

d.—No barber-hairdresser shall have the right to carry on his trade in other places or establishments than those described in the decree.

e.—No employer shall diminish the wages specified for the regular journeyman barber or hairdresser in the case of weeks during which there shall be a holiday.

f.—All openings shall be left open in a barber shop or a hairdressing parlor in order to make it possible to see inside the shop or parlor after closing hours.

g.—The services mentioned in the decree and which may be performed indistinctly in a barber shop or in a hairdressing or beauty parlor shall be governed by the rates above mentioned.

VIII.—*Duration of the decree:*—The decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain for a period of one year from that date. It shall renew itself automatically, from year to year thereafter, unless one of the contracting parties notifies the other party of its intention to repeal it at least thirty days before the date of this expiration.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 24, 1943.

3581-o

Département du Trésor
Assurances

Department of Treasury
Insurance

Les soussignés donnent, par les présentes, avis qu'ils ont l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour demander l'incorporation d'une compagnie aux fins de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance vie, sous le nom social de "La Provinciale, Compagnie d'assurance sur la vie," "The Provincial Life Assurance Company", avec principal bureau d'affaires en la cité de Lévis, district de Québec, au Capital-Actions de deux millions de dollars (\$2,000,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, le tout en conformité de la Loi des Assurances de Québec (S.R.Q., 1941, Chapitre 299.)

The undersigned, hereby, give notice that they intend to apply to the Lieutenant-Governor in Council, for the incorporation of a company for the purpose of carrying on insurance and reinsurance business for life, under the firm name of "La Provinciale, Compagnie d'Assurance sur la vie", "The Provincial Life Assurance Company," with head office in the city of Lévis, district of Quebec, and a capital stock of two millions dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand shares (20,000) of one hundred dollars (\$100.00) each, the whole in conformity with the Quebec Insurance Act (R.S.Q., 1941, chapter 299).

Témoins Witnesses	Noms Names	Profession Profession	Localité Place of residence
J.-A. St-Onge.....	J.-C.-Alex. St-Onge.....	Négociant.....	Amos.
P.-H. Maranda, Sec.....	Rosaire Beaudoin.....	Avocat.....	St-Joseph de Beauce.
P.-H. Maranda, Sec.....	J.-Paul Carrette.....	Médecin-Chirurgien.....	Campbellton, N.B.
P.-H. Maranda, Sec.....	J.-A. Tardif.....	Médecin-Chirurgien.....	Lévis.
P.-H. Maranda, Sec.....	Bernard Benoit.....	Surintendant.....	Lévis.
P.-H. Maranda, Sec.....	J.-P. Guimont.....	Actuaire.....	Lévis.
P.-H. Maranda, Sec.....	René Lafamme.....	Avocat.....	Lévis.

3474-15-4-o

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 3 mars 1943.

Québec, March 3rd, 1943.

MM. Anatole Rainville, greffier, et Marc-Edouard Déry, tous deux de Shawinigan Falls: pour agir conjointement en qualité de greffier de la Cour de magistrat pour le comté de Saint-Maurice, sous le nom de "Rainville et Déry", à compter du 1er mars 1943. (Par le présent avis, l'avis de nomination de M. Marc-Edouard Déry, tel que publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 20 mars 1943, N° 12, page 638, se trouve corrigé et annulé.)

Messrs. Anatole Rainville, clerk, and Marc-Edouard Déry, both of Shawinigan Falls: to act jointly as Clerk of the Magistrate's Court for the county of Saint-Maurice, under the name of "Rainville et Déry", from and after the 1st of March 1943. (By the present notice, the notice of the appointment of Mr. Marc-Edouard Déry, as published in the *Quebec Official Gazette* of the 20th of March, 1943, No. 12, page 638, is corrected and annulled).

Québec, 18 mars 1943.

Québec, March 18th, 1943.

M. Albert Arseneault, magasinier, 1079 est, rue Cartier, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). (Le présent avis corrige et remplace l'avis de nomination de ce même monsieur, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 3 avril 1943, N° 14, page 727.)

Mr. Albert Arseneault, storekeeper, 1079 Cartier Street East, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). (The present notice corrects and replaces the notice of the appointment of the same gentleman, published in the *Quebec Official Gazette* of the 3rd of April, 1943, No. 14, page 727.)

Québec, 31 mars 1943.

Québec, March 31st, 1943.

MM. Laurent Giroux, entrepreneur, Laurent Côté, horloger, et Joseph Sauvageau, barbier: commissaires pour tenir, avec M. Wilbrod Perreault, (nommé par l'arrêté ministériel N° 1496, du 18 juin 1930), la Cour des commissaires de St-Casimir, comté de Portneuf.

Messrs. Laurent Giroux, contractor, Laurent Côté, clockmaker, and Joseph Sauvageau, barber: to be Commissioners for the holding, with Mr. Wilbrod Perreault, (appointed by Order in Council No. 1496, of the 18th of June, 1930), of the Commissioners' Court of St-Casimir, County of Portneuf.

Québec, 2 avril 1943.

Québec, April 2nd, 1943.

M. Emile Morin, sous-ministre suppléant des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commer-

Mr. Emile Morin, Acting Deputy Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce; to be

ce: sous-ministre des Affaires municipales, à compter du 1er avril 1943.

MM. Thomas E. Towers et J.-Ovide Carpentier, tous deux inspecteurs d'assurance-chômage à Rivière-du-Loup: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski, Bonaventure et Gaspé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Y. Boileau, employé de la Commission d'assurance-chômage, à Montréal, 5724, 7ième Avenue, Rosemont: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Arthur G. Ross, comptable, 24 avenue Windsor, Westmount, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Gérard Cloutier, gérant, Caisse populaire de St-Cœur-de-Marie, 27, rue Crémazie, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Gérard Emond, cultivateur, St-Gérard Magella, Cté Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. John Valentine, inspecteur, Commission du salaire minimum, de Montréal, et Louis-Philippe-Ernest Maheux, comptable, 416, 3ième Avenue, Québec: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction par toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 3 avril 1943.

M. Alfred Frappier, commis, de Thurso, Cté Papineau: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 8 avril 1943.

M. Victor Garnet Curry, inspecteur pour Central Inventory Records Division of the Department of Munitions and Supply, à Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction par toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

3580-o

Deputy Minister of Municipal Affairs, as from the 1st of April, 1943.

Messrs. Thomas E. Towers and J. Ovide Carpentier, both inspectors for unemployment insurance at Rivière-du-Loup: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Kamouraska, Rimouski, Bonaventure and Gaspé, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Y. Boileau, employee in the Unemployment Insurance Board, at Montreal, 5724 7th Avenue, Rosemont: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Arthur G. Ross, Accountant, 24 Windsor Ave., Westmount, Que.: to be Justice of the Peace for the purpose of receiving the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

Mr. Gérard Cloutier, manager, "Caisse Populaire de St-Cœur de Marie", 27 Crémazie street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Gérard Emond, farmer, St. Gérard Magella, County of Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. John Valentine, inspector, Minimum Wage Board, of Montreal, and Louis-Philippe-Ernest Maheux, accountant, 416, 3rd avenue, Quebec: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, April 3rd, 1943.

Mr. Alfred Frappier, clerk, of Thurso, County Papineau: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Hull, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, April 8th, 1943.

Me. Victor Garnet Curry, Inspector for Central Inventory Records Division of the Department of Munitions and Supply, at Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

3580

Ventes d'effets non-réclamés

Sales of unclaimed baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai, 1942, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1942, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian

Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur par D. M. Henderson & Cie., 128 King est, Toronto, Ont., encanteurs, à ONZE heures du matin, le SIXIÈME jour de MAI 1943, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le surintendant,
3329-13-6-o G. R. JONES.

Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by D. M. Henderson and Co., auctioneers, at 128 King St., East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon on the SIXTH day of MAY 1943, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. R. JONES,
Superintendent.
3329-13-6-o

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le deuxième jour de juin 1942 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, le deuxième jour de juin 1943, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 avril 1943.
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le chef des trains-postes et bagages,
3567-17-6-o W. E. ALLISON.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 2nd day of June, 1942, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901, St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, June 2, 1943, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, April 13, 1943.
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: W. E. ALLISON,
3567-17-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE

BANKRUPTCY ACT

Dans l'affaire de la faillite de: Donat Fournier, apiculteur, St-Lin des Laurentides, P.Q., Débiteur.

In the matter of the bankruptcy of: Donat Fournier, apiculturist, St. Lin des Laurentides, P.Q., Debtor.

Avis est par les présentes donné que le VINGT-SIXIÈME jour de mai, mil neuf cent quarante-trois (1943) à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu, par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Lin-des-Laurentides, l'immeuble suivant, savoir:—

Notice is hereby given that on the TWENTY-SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and forty-three (1943), at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold, by public auction, at the parochial church door of St. Lin-des-Laurentides, the following immovable, to wit:

"Un morceau de terre situé en la paroisse de St-Lin, de la contenance d'environ six arpents et contenus dans les bornes suivantes:—Du côté nord par le chemin public, du côté sud par la Rivière Achigan, du côté ouest par la terre de M. Léandre Racette et du côté est par la terre de M. George Beaudoin, à distraire du lot de terre numéro seize cent quarante-sept (N° 1647 P) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Lin avec bâtisses y érigées."

A parcel of land situate in the parish of St. Lin, containing about six arpents and comprised within the following boundaries: on the North side by the public road, on the South side by the Achigan River, on the West side by the land of Mr. Léandre Racette and on the East side by the land of Mr. George Beaudoin, to be deducted from the lot of land number one thousand six hundred and forty-seven (Pt. No. 1647) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Lin—with buildings thereon erected.

Ladite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2-3-4-5-6-7- et 8 des Statuts Révisés du Canada 1927, chapitre II et amendements, et aura l'effet du décret.

The said sale to be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2-3-4-5-6-7- and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter II and amendments, and to have the effect of a Sheriff's sale.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

For conditions of sale and other informations, apply to the undersigned.

Montréal, ce 17ème jour d'avril 1943.
Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

Montreal, this 17th day of April, 1943.
J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Bureau de:
J.-Paul Vermette, syndic autorisé,
57 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal. 3568-17-2-o

Office of:
J. Paul Vermette, Authorized Trustee,
57 Saint James street West,
Montreal. 3568-17-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure—District d'Abitibi
N° V-625 } HEATING & PLUMBING
FINANCE LTD., de To-
ronto, Ont., versus ALBERT CHARTRAND,
Val d'Or, à savoir:

Comme appartenant au défendeur le lot de terre numéro sept cent onze (711) subdivision du Bloc numéro trente-quatre (34) du cadastre officiel pour le canton de Bourlamaque, sujet aux conditions d'un bail emphytéotique en faveur de Northern Townsite Corporation, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, MARDI le ONZE MAI 1943, à DIX heures du matin.

Cabinet du shérif, Le shérif,
Amos, le 29 mars 1943. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 3 avril 1943]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: } FRANK BOISLARD,
N° 1139 } de la ville de Victoriaville,
rentier, en sa qualité d'exécuteur testa-
mentaire de feu Auguste Boislard, en son vivant
du même lieu, demandeur; vs PIERRE PICHÉ,
journalier de Victoriaville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le droit de Pierre Piché d'habiter jusqu'au décès de Dame Zarilda Piché le premier étage de la maison appartenant à Ludger Piché, située sur le numéro un (1) de la subdivision du lot cadastral numéro quatre cent cinquante-neuf (459) de Ste-Victoire ville de Victoriaville.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Victoire, dans la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1943, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Arthabaska, 20 avril 1943. MAURICE MAHEU.
[Première publication, 24 avril 1943]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } PIERRE BENOIT es-
216978 } qualité d'exécuteur-
testamentaire de la succession de feu P. Gé-
rard Benoit, demandeur es-qualité; vs HENRI
AUBERTIN, défendeur et VIATEUR FARLEY,
curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, mais entre les mains dudit curateur au délaissement.

"Un emplacement situé dans la cité de Montréal, ayant front rue Brébœuf, connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro trois cent vingt-quatre du lot originaire numéro trois cent vingt-neuf (329-324) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins. Avec toutes les

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court—District of Abitibi
No. V-625 } HEATING & PLUMBING
FINANCE LTD., of To-
ronto, Ont., versus ALBERT CHARTRAND,
Val d'Or, to wit:

As belonging to the defendant, the lot of land number seven hundred and eleven (711) subdivision of Block number thirty-four (34) of the official cadastre for the Township of Bourlamaque, subject to the conditions of an emphyteutic lease in favour of the Northern Townsite Corporation—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on TUESDAY the ELEVENTH day of MAY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, March 29th, 1943. Sheriff.
[First publication, April 3rd 1943]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: } FRANK BOISLARD,
No. 1139 } of the city of Victoriaville,
renter, in his quality of testamentary
executer of late Auguste Boislard, in his lifetime
of same place, Plaintiff; vs PIERRE PICHÉ,
workman of the city of Victoriaville, Defendant.

As belonging to the defendant:

The right of Pierre Piché to inhabit until the death of Dame Zarilda Piché the first floor of the dwelling belonging to Ludger Piché situated on the number one (1) of the subdivision of the cadastral number four hundred fifty-nine (459) of Ste-Victoire, town of Victoriaville.

To be sold to the parochial church door of Ste-Victoire in the town of Victoriaville, in the county of Arthabaska, the TWENTY-FIFTH day of MAY 1943, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, April 20th, 1943. Sheriff.
[First publication, April 24th, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } PIERRE BENOIT in his
216978 } quality of testamentary
executer of the Estate of the late P. Gerard
Benoit, plaintiff es-qualité; vs HENRI AUBERTIN,
defendant; and VIATEUR FARLEY,
curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the hands of the said curator to the abandonment.

An emplacement situate in the City of Montreal, fronting on Brébœuf street, known and designated as being official subdivision number three hundred and twenty-four of original lot number three hundred and twenty-nine (329-324) of the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by eighty-one feet in depth, English measure,

bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 5060, 5062 et 5064 de la rue Brébœuf, et avec toutes les autres dépendances—avec, aussi toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble.”

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$825 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Forest daté le 25 mars 1943.

Bureau du shérif,
Montréal, 30 mars 1943.
[Première publication, 3 avril 1943]

Le shérif,
L.-P. CAISSE,
3416-14-2-o

more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5060, 5062 and 5064 Brébœuf street, and with all other dependencies, together with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$825., shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Forest, dated the 25th of March, 1943.

Sheriff's Office,
Montreal, March 30, 1943.
[First publication, April 3rd, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
3416-14-2

Fieri Facias de Terris
C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME EMILIA DU-
N° 215773 } FRESNE, épouse
contractuellement séparée de biens de Emilio Chaput, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs MICHEL ROBICHAUD & al, défendeurs.

Comme appartenant à Michel Robichaud, l'un des défendeurs.

“Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, faisant partie du lot numéro seize (ptie 16) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies, Comté de Laval; contenant un arpent de front sur dix-neuf arpents de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par le boulevard Gouin, du côté Nord-Est par le lot numéro quinze, de l'autre côté au Sud-Ouest et en arrière, par le résidu dudit lot numéro seize; avec toutes les constructions dessus érigées et spécialement une maison portant le N° 13892 du Boulevard Gouin Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$350. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 8 avril 1943.

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 avril 1943.
[Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif,
L. P. CAISSE,
3573-17-2-o

Fieri Facias de Terris
S. C.—District de Montréal

Montréal, to wit: } DAME EMILIA DU-
No. 215773 } FRESNE, wife sep-
arate as to property of Emilio Chaput, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs MICHEL ROBICHAUD & al, defendants.

As belonging to Michel Robichaud, one of the defendants:

An emplacement situate in the Parish of Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, forming part of lot number sixteen (Pt. 16) of the official plan and book of reference for said Parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies, County of Laval, measuring one arpent in front by nineteen arpents in depth, more or less, English measure; bounded in front by Gouin Boulevard, on the Northeast side by lot number fifteen, on the other side, on the Southwest, and in rear, by the residue of said lot number sixteen—with all the buildings thereon erected and especially a house bearing No. 13892 of Gouin Boulevard East.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$350. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 8th, 1943.

Sheriff's Office,
Montreal, April 19th, 1943.
[First publication, April 24th, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
3573-17-2

Fieri Facias de Terris
C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } ALIAS DUROCHER &
N° 216071 } PRIME DURO-
CHER, es-nom & es-qualité & al., demandeurs; vs EZIKAL GARMAÏSE, défendeur; & PAUL EDOUARD DESSANE, Curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Coloniale à Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision officielle du lot numéro un du lot originaire neuf cent quarante-quatre (944-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur sur soixante-douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT MAI prochain, à DIX heures du matin.

Fieri Facias de Terris
S. C.—District de Montréal

Montreal, to wit: } ALIAS DUROCHER &
No. 216071 } PRIME DURO-
CHER, es-nom & es-qualité, & AL, plaintiffs; vs EZIKAL GARMAÏSE, defendant; & PAUL EDOUARD DESSANE, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Colonial street, at Montreal, known and designated as being official subdivision of lot number one of the original lot nine hundred and forty-four (944-1) on the official plan and in the book of reference for St. Louis ward, measuring fifty-five feet in width by seventy-two feet and six inches in depth, English measure, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$750. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 5 avril 1943.

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 avril 1943.
[Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
3574-17-2-0

A deposit of \$750. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 5th, 1943.

Sheriff's Office,
Montreal, April 19th, 1943.
[First publication, April 24th, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
3574-17-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **E**DOUARD BOUCHARD
N° 42190 } & ÉMILE BOU-
CHARD, tous deux rentiers, ANDRÉ BOU-
CHARD, ingénieur civil et HENRI BOU-
CHARD, avocat, tous quatre de la cité de Qué-
bec, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires
de la Succession de feu François Bouchard, en
son vivant de la cité de Québec; contre JOSEPH
BERNIER, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot N° 182 (cent quatre-vingt-deux) du
cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la
cité de Québec, étant un demi emplacement
situé sur la rue des Commissaires, avec les bâtis-
ses dessus construites, circonstances et dépendan-
ces.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le QUATORZIÈME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 7 avril 1943. 3465-15-2-0
[Première publication, 10 avril 1943]
[Deuxième publication, 24 avril 1943]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **J.** A. BELZILE, autrefois
N° 12367 } **J.** marchand de Ste-Croix
de Lotbinière et maintenant commis de Rimouski;
contre ARTHUR BOISVERT, fils Alexandre,
de Ste-Croix, savoir:

1. Le lot N° 156 (cent cinquante-six) du ca-
dastre officiel pour la paroisse de Ste-Croix,
comté de Lotbinière, étant un terrain de forme
irrégulière, borné au nord par les Nos 155 et 157,
au sud-ouest par le chemin Royal du 1er rang et
par le N° 157, au nord-est par le N° 155, conte-
nant en superficie 6 arpents 16 perches, avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

2. Le lot N° 160 (cent soixante), du cadastre
officiel pour la paroisse de Ste-Croix, comté de
Lotbinière, étant un terrain de forme irrégulière,
borné au nord-ouest par le N° 164, au sud-est
par le N° 157, au nord-est par le Fleuve St-Lau-
rent et au sud-ouest par les Nos 161 et 162, con-
tenant en superficie 19 arpents 35 perches, avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

3. Le lot N° 164 (cent soixante-quatre), du
cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Croix,
comté de Lotbinière, étant un terrain de forme
irrégulière, borné au nord-ouest par le N° 169,
au sud-est par les Nos 160, 162, 165 et 167, au
nord-est par le N° 162 et une partie par le fleuve
St-Laurent et au sud-ouest par les Nos 167 et
169, contenant en superficie 42 arpents 90 per-
ches, avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Ste-Croix, comté de Lotbinière, le
QUATORZIÈME jour de MAI prochain, à
DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 8 avril 1943. 3464-15-2-0
[Première publication, 10 avril 1943]
[Deuxième publication, 24 avril 1943]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **E**DOUARD BOUCHARD
No. 42190 } & ÉMILE BOUCHARD,
both annuitants, ANDRÉ BOUCHARD, civil
engineer, and HENRI BOUCHARD, advocate,
all four of the City of Quebec, in their quality
of testamentary executors of the Estate of the
late François Bouchard, in his lifetime of the
City of Quebec; against JOSEPH BERNIER, of
the City of Quebec, to wit:

Lot No. 182 (one hundred and eighty-two) on
the official cadastre for St. Roch ward, of the
City of Quebec, being half an emplacement
situate on des Commissaires street— with the
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at my office in the City of Quebec,
on the FOURTEENTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, April 7th, 1943. 3465-15-2
[First publication, April 10th, 1943.]
[Second publication, April 24th, 1943]

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **J.** A. BELZILE, heretofore
No. 12367 } **J.** merchant of Ste-Croix
de Lotbinière, and now clerk of Rimouski;
against ARTHUR BOISVERT, son of Alexandre,
of Ste-Croix, to wit:

1. Lot No. 156 (one hundred and fifty-six)
on the official cadastre for the Parish of Ste-
Croix, County of Lotbinière, being a lot of land
of irregular figure, bounded on the North by Nos.
155 and 157, on the Southwest by the King's
Highway of the 1st Range and by No. 157, on
the Northeast by No. 155, containing an area of
6 arpents, 16 perches—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 160 (one hundred and sixty) on
the official cadastre for the Parish of Ste-Croix,
County of Lotbinière, being a lot of land of irreg-
ular figure, bounded on the Northwest by No.
164, on the Southeast by No. 157, on the North-
east by the River St. Lawrence and on the
Southwest by Nos. 161 and 162, containing an
area of 19 arpents, 35 perches—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 164 (one hundred and sixty-four)
on the official cadastre for the Parish of Ste-Croix,
County of Lotbinière, being an emplacement of
irregular figure, bounded on the Northwest by
No. 169, on the Southeast by Nos. 160, 162, 165
and 167, on the Northeast by No. 162 and one
part by the River St. Lawrence and on the
Southwest by Nos. 167 and 169, containing an
area of 42 arpents 90 perches—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Ste-Croix, County of Lotbinière, on the
FOURTEENTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, April 8th, 1943. 3464-15-2
[First publication, April 10th, 1943]
[Second publication, April 24th, 1943]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, Province of Québec, District of Roberval, Cour Supérieure, N° 10723
LA VILLE DE ROBERVAL, corporation publique ayant sa place d'affaires en la ville de Roberval, demanderesse; vs Dr. C. S. ROY, ès-qualité, surintendant médical de l'Hôpital St-Michel Archange, de Mastai, en sa qualité de curateur à Alfred Jacques, ci-devant de la ville de Roberval, et maintenant interné pour cause de démence audit hôpital,

Comme appartenant au défendeur:

"La demie sud-est du lot numéro deux cent dix-sept et tout le lot numéro deux cent dix-huit (½ S.E. 217 & N° 218) tels que maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Roberval (troisième rang) avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances."

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, Roberval, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Roberval, ce 20 avril 1943. [Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif, ARMAND LACOMBE.

3584-17-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, Province of Québec, District of Roberval, Superior Court, No. 10723
THE TOWN OF ROBERVAL, a public body having its principal place of business in the Town of Roberval, plaintiff; vs Dr. C. S. ROY, in his quality of medical superintendent of "l'Hôpital St-Michel Archange", of Mastai, in his quality of curator to Alfred Jacques, heretofore of the Town of Roberval, and now interned in the said hospital for mental trouble,

As belonging to the defendant:

The South-East half of lot number two hundred and seventeen and the whole of lot number two hundred and eighteen (S.E. ½ of 217 & No. 218) as now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Roberval (third Range) together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, Roberval, on TUESDAY the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Roberval, this 20th of April, 1943. [First publication, April 24th, 1943]

ARMAND LACOMBE, Sheriff.

3584-17-2

SAGUENAY

Cour Supérieure

Canada, Province of Québec, District of Saguenay, N° 5834
EUGENE CARON; vs LOUIS - PHILIPPE MALTAIS, savoir:

Une terre située en la paroisse de Sacré-Cœur, comté de Saguenay, étant et composant le lot numéro vingt-cinq (25) dans le rang Est, chemin Albert, canton Albert,—sauf à distraire les emplacements de Albert Pineault et de Adélar Hovington, tels qu'ils se trouvent actuellement,— et le lot numéro six cent quarante-trois (643) dans le rang Est, chemin Albert, canton Tadoussac, tels qu'ils sont tous deux décrits au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour lesdits cantons de Tadoussac et Albert, comté de Saguenay, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-Cœur, comté de Saguenay, MERCREDI, le DEUX JUIN 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, La Malbaie, le 17 avril 1943. [Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.

3575-17-2-o

SAGUENAY

Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Saguenay, No. 5834
EUGENE CARON; vs LOUIS PHILIPPE MALTAIS, to wit:

A farm situate in the Parish of Sacré-Cœur, County of Saguenay, being and composing lot number twenty-five (25) of Range East, Albert road, Township of Albert—save to be deducted the emplacements of Albert Pineault and of Adélar Hovington, as they actually subsist, and lot number six hundred and forty-three (643) of Range East, Albert road, Township of Tadoussac, as the two are described on the official cadastral plan and in the book of reference for said Townships of Tadoussac and Albert, County of Saguenay—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Sacré-Cœur, County of Saguenay, on WEDNESDAY, the SECOND of JUNE, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, La Malbaie, April 17th, 1943. [First publication, April 24th, 1943]

ELZÉAR VILLENEUVE, Sheriff.

3575-17-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 17

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lussier vs Roy 821

Lussier vs Roy 821

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

935—Concernant l'article 12 des règlements des bois et forêts 822

935—Concerning article 12 of the woods & forests regulations 822

1011—Concernant les règlements relatifs à l'admission et la conduite des visiteurs au Jardin Zoologique de Québec 823

1011—Concerning regulations with regard to the admission and the conduct of visitors to the Quebec Zoological Garden 823

1034—Employés de pompes funèbres dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.....	824	1034—Undertakers in Montreal and Jesus Islands.....	824
ASSEMBLÉE:		MEETING:	
Montreal Tramways Company.....	825	Montreal Tramways Company.....	825
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	811	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	811
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 47.....	825	Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 47.....	825
Bills sanctionnés.....	825	Bills sanctioned.....	825
BUREAUX-CHEF:		CHIEF-OFFICES:	
Madame Joel Limited.....	826	Madame Joel Limited.....	826
V. Lebeault Limitée.....	826	V. Lebeault Limitée.....	826
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Cantin, Limitée.....	827	Cantin, Limitée.....	827
Carmichael Realty Company Limited....	827	Carmichael Realty Company Limited....	827
La Construction de Sherbrooke (Ltée)....	827	Sherbrooke Construction Ltd.....	827
St-Louis Bakery Company.....	827	St-Louis Bakery Company.....	827
York Realities Limited.....	826	York Realities Limited.....	826
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
N° 17—Buanderies, district de Montréal..	828	No. 17—Laundries, district of Montreal..	828
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Montréal, cité de.....	828	Montreal, city of.....	828
DÉPARTEMENTS — Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COMMERCE:		MUNICIPAL AFFAIRS, TRADE AND COMMERCE:	
Saint-Mathieu, paroisse de.....	829	Saint-Mathieu, parish of.....	829
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, munic. scolaire.....	829	Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, school munic.....	829
TRAVAIL:		LABOUR:	
Directeurs de funérailles de Montréal....	830	Funeral directors of Montreal.....	830
Syndicat des maîtres-barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield.....	830	Syndicat des maîtres-barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield.....	830
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
La Provinciale, Compagnie d'assurance sur la vie.....	835	The Provincial Life Assurance Company..	835
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Honey Bee Limited.....	812	Honey Bee Limited.....	812
Jean Joseph Riverin Limitée.....	813	Jean Joseph Riverin Limitée.....	813
La Belle Aluminium Inc.....	813	La Belle Aluminium Inc.....	813
Le Moulin de St-Germain, Limitée.....	814	Le Moulin de St-Germain, Limitée.....	814
Premier Athletic Club Limited.....	814	Premier Athletic Club Limited.....	814
Reliance Machine & Welding Company Limited.....	815	Reliance Machine & Welding Company Limited.....	815
The Electric & Gaz Welding Company Limited.....	815	The Electric & Gaz Welding Company Limited.....	815
The Huntingdon County Hospital.....	816	The Huntingdon County Hospital.....	816
Woslin Limited.....	816	Woslin Limited.....	816
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Acme Cotton Products Company.....	817	Acme Cotton Products Company.....	817
Apex Equipment Company Limited.....	817	Apex Equipment Company Limited.....	817
Dominion Transport Company, Limited..	817	Dominion Transport Company, Limited..	817
Frontenac Electrics Limited.....	818	Frontenac Electrics Limited.....	818

NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	835	Miscellaneous.....	835
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company.....	836	Canadian Pacific Express Company.....	836
Canadian Pacific Railway Company.....	837	Canadian Pacific Railway Company.....	837
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Fournier, Donat.....	837	Fournier, Donat.....	837
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bourget, canton.....	818	Bourget, township.....	818
Metis Beach, corporation.....	821	Metis Beach, corporation.....	821
Saint-Honoré, paroisse de.....	819	Saint-Honoré, parish of.....	819
St-Joseph d'Alma, ville de.....	821	St-Joseph d'Alma, town of.....	821
Taché, canton.....	820	Taché, township.....	820
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Abitibi:</i>		<i>Abitibi:</i>	
Heating & Plumbing Finance Ltd. vs Chartrand.....	838	Heating & Plumbing Finance Ltd. vs Chartrand.....	838
<i>Arthabaska:</i>		<i>Arthabaska:</i>	
Boislard vs Picher.....	838	Boislard vs Picher.....	838
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Benoit vs Aubertin.....	838	Benoit vs Aubertin.....	838
Dufresne <i>et vir</i> vs Robichaud <i>et al.</i>	839	Dufresne <i>et vir</i> vs Robichaud <i>et al.</i>	839
Durocher <i>et al</i> vs Garmaise.....	839	Durocher <i>et al</i> vs Garmaise.....	839
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Belzile vs Boisvert.....	840	Belzile vs Boisvert.....	840
Bouchard <i>et al</i> vs Bernier.....	840	Bouchard <i>et al</i> vs Bernier.....	840
<i>Roberval:</i>		<i>Roberval:</i>	
Ville de Roberval vs Roy.....	841	Town of Roberval vs Roy.....	841
<i>Saguenay:</i>		<i>Saguenay:</i>	
Caron vs Maltais.....	841	Caron vs Maltais.....	841
3586-o		3586-o	

